



À quoi
pourrait
ressembler
une
économie

(réellement)

écologique

Un texte rédigé par le groupe System
Change de la Grève du Climat

Écrit par:

*Lilian Schibili
Grégoire Mottet
Finn Küttel
Marion Meyers
Corentin Mottet*

Avec l'aide de:

*Leonie Lalive
Dario Sulser
Myriam Grosse
Annika Lutzke
Stephanie Wyss
Lina Gisler
Lighea Ardia
Victor Cannilla
Steven Tamburini
Caesar Anderegg
Anna M.
Anne-Laure Maire
Noëlle Schenk
Marlene Andersson
Kiril Bojiloff
Robin Augsburg
Christelle Grosse
Keshia Waldmeier
Pauline de Kerckhove
Louise Humblet*

Design fait par:

Mathilde Schibler



Site internet: <https://climatestrike.ch/fr/system-change>

E-mail: system-change@climatestrike.ch

Table des matières

INTRODUCTION	2
CHAPITRE 1 : COMMENT L'ÉCONOMIE (NE) FONCTIONNE (PAS)	4
DANS QUEL SYSTÈME ÉCONOMIQUE VIVONS-NOUS ?.....	4
POURQUOI DOIT-IL CROÎTRE ?.....	5
POURQUOI LA CROISSANCE NE PEUT-ELLE PAS ÊTRE DURABLE ?	6
POURQUOI LE MARCHÉ NE SE RÉGULERA PAS PAR LUI-MÊME.....	8
POURQUOI « RÉGULER LE MARCHÉ » N'EST PAS SUFFISANT	9
CHAPITRE 2: INVESTISSEMENT ET DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE	12
LES COOPÉRATIVES COMME SOLUTION?	12
LA NATIONALISATION ET LA PLANIFICATION COMME SOLUTION?	14
LA NATIONALISATION DÉCENTRALISÉE COMME SOLUTION?.....	15
L'ORIENTATION DE L'INVESTISSEMENT COMME SOLUTION ?	15
<i>Points communs</i>	16
<i>Différences (démocratie au sein et en dehors de l'entreprise)</i>	17
<i>Guider l'investissement afin de sortir de l'impératif de croissance</i>	20
<i>Autres différences (l'autofinancement et l'épargne)</i>	21
UN EXEMPLE CONCRET	22
CHAPITRE 3 : TRAVAIL ET GARANTIE ÉCONOMIQUE	24
QU'EST-CE QU'UNE GARANTIE ÉCONOMIQUE ?.....	24
POURQUOI AVONS-NOUS ABSOLUMENT BESOIN D'UNE GARANTIE ÉCONOMIQUE ?	24
ASSURER UNE GARANTIE ÉCONOMIQUE.....	25
...PAR UNE GARANTIE D'EMPLOI.....	25
<i>Le modèle de Tcherneva</i>	25
<i>Le modèle d'ATTAC, la fondation Copernic, les Economistes atterrés</i>	25
<i>Le modèle de Swaton</i>	25
<i>Le système de sécurité économique de Borrits</i>	25
...PAR UNE GARANTIE DE REVENU	26
<i>Revenu de base universel</i>	26
...PAR LA GARANTIE DE LA SATISFACTION DES BESOINS ET DES DROITS FONDAMENTAUX	28
<i>Services de base universels</i>	28
...PAR UNE COMBINAISON	28
UN EXEMPLE CONCRET	29
CONCLUSION	30
BIBLIOGRAPHIE.....	31

Introduction

“Changeons le système, pas le climat” : un slogan souvent répété lors des manifestations de la Grève du Climat pour appeler à une transformation radicale de cette société qui nous mène droit dans le mur.

Ce document n'a pas pour but de convaincre de l'urgence de la crise climatique. De nombreux autres groupes font ce travail depuis longtemps. Cependant, alors que la limite de 1,5 degré sera déjà franchie vers 2028 si aucun changement radical n'intervient, les principales institutions suisses proposent très peu de mesures à la hauteur de cette urgence.

Suite à ce constat, le groupe “system change” s’est formé au sein de la Grève du Climat en septembre 2020. Le but était de trouver des réponses à la question suivante: avons-nous vraiment besoin d’un changement de système, et à quoi celui-ci pourrait-il ressembler? À travers des recherches et des réunions régulières, nous avons essayé de rassembler le plus d'informations possible afin de faire émerger les points communs entre différent-es auteur-ices, économistes, chercheur-euses qui parlent de ce sujet.

Ce document est donc une tentative de partager les fruits de nos recherches et de mettre en lumière la réflexion sur **un système économique alternatif**, qui nous semble être manquante dans le discours écologiste actuel. Dans ce document, nous expliquerons en détails pourquoi nous pensons qu’un changement de système est nécessaire et pourquoi “réguler” le système actuel ne résoudra pas la crise climatique (par “ne pas résoudre” nous voulons dire que nous ne parviendrons pas à réduire les émissions et autres dégâts environnementaux pour éviter de franchir le but d’1.5 degré fixé par l’Accord de Paris)¹.

Cependant, nous ne nous rapprocherons jamais d'une transformation radicale de notre système économique si nous ne sommes pas capables d'en imaginer un autre. Ce travail ne devrait donc pas uniquement être considéré comme une critique du système actuel, mais aussi comme une contribution aux discussions sur les solutions possibles permettant de le dépasser. Ce document a pour but de servir d'inspiration pour **un futur réaliste, écologique et désirable**.

Ce document est structuré de la manière suivante: Le **chapitre 1** est consacré à **comprendre pourquoi le système économique actuel crée une croissance économique continue et pourquoi celle-ci n'est pas durable sur le plan environnemental**. Pour cela, nous expliquerons l'un des principaux mécanismes à l'origine de cette croissance économique, à savoir la pression exercée par les actionnaires et les banques sur les entreprises pour qu'elles créent davantage de revenus, ce qui amène l'ensemble du système à croître chaque année et à utiliser toujours plus de ressources et d'énergie. Nous aborderons quelques idées courantes sur la régulation du marché et sur la confiance en la bonne foi des actionnaires, et nous expliquerons pourquoi ces solutions ne semblent pas fiables. (Toute personne déjà familiarisée avec la critique de la croissance verte mentionnée ci-dessus peut bien sûr sauter cette partie et passer directement aux alternatives proposées aux chapitres 2 et 3).

Le **chapitre 2** est consacré à l'explication de différentes solutions qui pourraient nous permettre de remplacer le capital privé comme base de financement de l'économie. Ces solutions vont de la création d'une économie basée uniquement sur des coopératives à la mise en place d'une économie centrée autour d'un plan décentralisé pour décider de l'allocation du capital. Nous mentionnerons certains inconvénients de ces alternatives et discuterons d'une autre solution que nous appelons "**l'orientation démocratique des investissements**". Cette

¹ <https://www.climateforesight.eu/global-policy/carbon-budget/>

solution souligne l'importance de mécanismes démocratiques pour décider des grandes directions économiques, ainsi que de contrôler la croissance tout en laissant suffisamment d'espace aux initiatives individuelles.

Le **chapitre 3** aborde ensuite l'autre point important que nous devons prendre en compte si nous voulons ne serait-ce qu'envisager une transition. En effet, si l'un des modèles du chapitre 2 était mis en œuvre, nous assisterions à une réallocation drastique des ressources et des travailleur-euses dans l'économie. Pour que cette transition se fasse en toute sécurité financière, la plupart des auteur-ices complètent leurs modèles alternatifs par une "**garantie économique**" qui assure à toute personne sa subsistance. Nous décrivons plusieurs options qui pourraient être mises en œuvre en Suisse à cette fin : un **emploi garanti**, un **revenu garanti** et une **garantie de satisfaction des besoins et des droits fondamentaux**.

Nous concluons en affirmant que les deux solutions principales présentées dans ce document (une orientation démocratique des investissements et une garantie économique) ne peuvent qu'aller de pair si nous voulons être capables de transformer notre économie pour qu'elle soit respectueuse de l'environnement.

Notons qu'il y a évidemment beaucoup d'autres bonnes propositions pour transformer radicalement la société, la politique ou l'économie, et que nous ne voulons pas nous placer en opposition à celles-ci. Toutefois, les modèles économiques décrits dans ce document nous semblent pour l'instant être les plus réalistes, démocratiques et écologiques.

De plus, nous tenons à dire que ce travail n'est pas complet. Nous ne discutons que de deux changements (démocratie économique et garantie économique) qui doivent advenir si nous voulons éviter les pires conséquences du changement climatique. Toutefois, il y a beaucoup d'autres changements et politiques publiques qui doivent également être poursuivis ou implémentés dans toute une série de secteurs. Nous ne traitons pas du tout de ces sujets ici, étant donné que nous nous concentrons exclusivement sur les règles de l'économie car celles-ci entravent toute tentative d'avancer vers une société soutenable. Il y a donc de nombreux éléments que nous n'abordons pas ici (comme les effets internationaux d'un tel changement de système, le rôle de la Suisse d'un point de vue des relations Nord-Sud, le rôle de l'État dans la croissance, etc.).

En outre, nous aimerions aussi mentionner que nous sommes principalement des étudiant-es universitaires blanc-ches et francophones, ce qui se reflète sans doute dans les biais qui sous-tendent le travail que nous avons réalisé et les auteur-ices que nous citons (bien que nous ayons fait un effort, nous avons trouvé tristement difficile de trouver des économistes qui abordent la démocratisation d'une économie post-croissance qui ne soient pas des hommes blancs). Nous espérons être capables de faire grandir et diversifier non seulement notre groupe, mais aussi notre approche et les sujets sur lesquels nous nous pencherons à l'avenir.

Chapitre 1 : Comment l'économie (ne) fonctionne (pas)

Dans quel système économique vivons-nous ?

Tout d'abord, pour proposer une alternative écologique, nous devons comprendre quels sont les **mécanismes fondamentaux qui causent la surutilisation et la destruction de notre planète**. En un mot, nous pouvons dire que le problème principal est le système économique actuel qui pousse à toujours plus de profit et de croissance. Nous allons développer ce point dans ce chapitre.

Nous commencerons par diviser notre économie de marché en trois marchés différents où trois types de "biens" sont vendus et achetés : le marché des biens et services, le marché du travail et le marché des capitaux. Dans cette section, consacrée à la compréhension de l'impératif de croissance dans notre économie, nous nous concentrerons uniquement sur le marché des capitaux, sa fonction et la manière dont il nous rend dépendant-es de la croissance. Les trois marchés cités sont bien sûr tous liés les uns aux autres mais nous les avons séparés ici pour clarifier notre propos.

Le système économique actuel est basé sur **la propriété privée des entreprises**. Même si les entreprises et les investissements privés ne représentent pas la totalité de l'économie, ils ont une influence majeure sur celle-ci car ils fournissent une grande partie des sommes investies (mais il y a évidemment aussi les investissements de l'État pour la recherche, les infrastructures, etc.). Si nous mettons de côté les secteurs publics, notre économie est principalement organisée autour du capital privé, ce qui signifie que ce sont principalement des acteur-ices privé-es (et non des acteur-ices public-ques ou des personnes élues) qui décident de l'affectation du capital qu'ils-elles possèdent. C'est pour cette raison que nous pouvons qualifier notre système économique de "capitaliste". Le capital est de l'argent qui est utilisé dans le but d'accumuler plus d'argent. Lorsque le capital est alloué, un investissement est réalisé, ce qui stimule l'activité économique.

Dans notre économie, les entreprises sont détenues soit, dans le cas des petites entreprises, par la personne qui a apporté le capital initial, soit, dans le cas des grandes entreprises, par les actionnaires qui ont décidé d'investir dans cette société. Si les entreprises ont besoin de capitaux, elles peuvent les obtenir sur le marché des capitaux, où le capital est échangé contre des droits de propriété.

L'objectif de cette section est de montrer que l'économie a besoin de croître constamment et que l'une des principales raisons de cette croissance réside dans la propriété privée des entreprises. Le fait que des acteur-ices privé-es, avec un objectif de lucrativité, financent des entreprises et y prennent les décisions importantes est une des raisons centrale qui pousse chaque entreprise, et par conséquent l'ensemble de l'économie, vers plus de production, plus de profits et plus de croissance.

Pour expliquer cela plus en détail, nous parlerons dans la section suivante des deux principales façons dont les entreprises se financent dans le capitalisme : en vendant des actions et en contractant des prêts. Nous expliquerons également comment ces deux mécanismes encouragent la croissance.

Pourquoi doit-il croître ?

Les explications de la croissance sont multiples. Dans cette section, nous nous attarderons sur le mécanisme d'investissement privé en tant que moteur essentiel de la croissance. Cependant, nous sommes également conscient-es que le secteur privé n'est pas entièrement responsable de notre dépendance à la croissance. Les États jouent également un rôle majeur pour favoriser la croissance économique (Richters et Siemoneit, 2019).

Nous tenterons ici d'expliquer comment l'investissement privé entraîne une pression sur la croissance. Dans le système actuel, les entreprises disposent de deux moyens principaux pour se financer :

- **en vendant des actions** (ou des droits de propriété) de leur entreprise contre de l'argent. Il s'agit de l'argent investi par les actionnaires à qui les entreprises doivent verser des dividendes. Les dividendes sont des parts des bénéfices réalisés par l'entreprise qui sont distribuées régulièrement aux investisseur-euses.
- **en contractant des prêts** auprès des banques, pour lesquels les entreprises doivent payer des intérêts pendant la période de remboursement. Les intérêts sont une somme d'argent fixe que le ou la débiteur-riche doit payer à la banque, la créancière, en plus de la somme qu'il-elle a empruntée.

Dans le premier cas, **l'investisseur-euse devient propriétaire de l'entreprise** avec un droit de décision. Cela signifie qu'en fonction de sa part dans l'entreprise, il-elle dispose de droits de vote et élit le comité de direction de l'entreprise. Les bénéfices appartiennent aux actionnaires et une partie de ces bénéfices leur est directement versée sous forme de dividendes. En tant qu'investisseur-euse, **l'objectif est de gagner plus d'argent avec l'argent investi**. Cela signifie que les actionnaires investissent dans l'entreprise qui leur rapporte le plus. À l'heure actuelle, de nombreuses activités rentables sont liées directement ou indirectement aux combustibles fossiles. La plupart des investisseur-euses maintiennent la course à la croissance car la croissance signifie plus de ventes et cela signifie qu'ils-elles pourront **obtenir plus de dividendes**. Ils-elles utilisent leur droit de décision pour faire pression dans ce sens, et vendront à nouveau leurs actions s'ils-elles ne sont pas satisfait-es des dividendes futurs. Ce processus est souvent très anonyme et se fait principalement par l'intermédiaire d'institutions (gestionnaires de patrimoine, fonds de placement privés, etc.). Les dividendes sont généralement justifiés par l'argument selon lequel les investisseur-euses prennent un risque en investissant dans une entreprise qui peut faire faillite à tout moment. Contrairement aux banques, les investisseur-euses n'ont pas d'assurance en cas de faillite, ce qui explique pourquoi ils-elles perçoivent un dividende lorsque l'entreprise se porte bien.

Dans le second cas, **les banques qui accordent un prêt ne sont pas autorisées à prendre des décisions au sein de l'entreprise**. En général, elles se contentent de demander le remboursement de l'argent et les intérêts supplémentaires. Mais pour rembourser le prêt plus les intérêts, l'entreprise devra augmenter ses revenus pour avoir plus d'argent qu'avant d'obtenir le prêt. Ainsi, dans le système actuel, un prêt de 100 euros doit toujours générer plus de valeur - par exemple 105 euros, afin que 5 euros puissent être versés sous forme d'intérêts positifs. Les banques n'accordent des crédits que si elles pensent qu'une personne ou une entreprise est **capable de leur rembourser plus que ce qu'elle a reçu**. Nous verrons plus tard que nous pouvons utiliser ce mécanisme d'intérêt pour favoriser certains types d'entreprises par rapport à d'autres en leur accordant des prêts à taux d'intérêt négatif par exemple. (Pour comprendre le fonctionnement de la création monétaire et son lien éventuel avec l'impératif de croissance économique, lire la note de bas de page²)

² Pour comprendre le rôle des prêts sur la croissance économique, il faut revenir à quelques "fondamentaux monétaires": accorder un prêt consiste, pour une banque privée, à fabriquer en effet de l'argent nouveau à partir

En plus de la pression des actionnaires/propriétaires qui veulent un retour sur investissement, **la concurrence** est une contrainte puissante à la croissance. La concurrence entre pays – d'autant plus vive dans une économie capitaliste globalisée - participe à la course à la croissance et soumet les entreprises à encore plus de pression.

L'ensemble de ces variables pousse généralement les entreprises à croître, à consommer davantage d'énergie et de ressources et à **générer des externalités**. Les externalités sont des conséquences ou des effets d'une activité commerciale qui ne sont pas pris en compte dans le prix. La pollution exemplifie bien comment les entreprises essaient dans de nombreux cas de ne pas payer pour la compenser afin d'éviter des coûts supplémentaires. La pression que subissent les entreprises les pousse à produire des biens en utilisant des matériaux non durables, en entretenant la culture du déchet, les "fast trends" et l'obsolescence programmée.

Pour reprendre notre argument, la structure financière actuelle conduit à une allocation de l'argent très orientée vers le profit car, comme nous venons de le dire, l'investissement dans les entreprises est principalement fait dans le but de gagner plus d'argent que ce qui a été investi au départ. **Il existe d'autres critères d'investissement, mais ils viendront toujours après celui de la rentabilité, car c'est l'essence même de l'investissement privé.**

Nous devons dès lors prendre conscience que la gestion des entreprises ainsi que la façon dont nous investissons dans ces entreprises sont des enjeux essentiels pour la préservation de notre planète.

La section suivante va tenter de reprendre le lien entre la croissance et la destruction de l'environnement.

Pourquoi la croissance ne peut-elle pas être durable ?

Ces dernières années, nous avons vu un certain discours devenir de plus en plus dominant : la promesse d'un capitalisme vert. Dans la section précédente, nous avons essayé de montrer comment la croissance est nécessaire à notre système économique actuel. Donc naturellement, en appliquant la logique capitaliste, la solution à la crise climatique serait la croissance verte.

La croissance verte est l'idée selon laquelle il est possible d'avoir un PIB découplé de l'impact environnemental (et donc une économie en croissance avec de moins en moins d'émissions de CO2 et d'autres pressions environnementales) dans une mesure suffisante pour atteindre des objectifs écologiques importants tels que l'objectif de 1,5°C. Cela serait principalement possible grâce à l'innovation technologique et à la substitution (remplacer l'achat d'un produit

de rien (Losmann, 2020 ; Les économistes atterrés, 2018). Cet argent n'existait pas sous quelque forme que ce soit auparavant. Chaque somme d'argent supplémentaire qui est créé est une dette de quelqu'un-e envers la banque qui a prêté l'argent. Lorsque la dette est remboursée à la banque, l'argent est " détruit ". (Nous parlons ici de monnaie électronique et non de monnaie papier qui ne représente qu'environ 10% de toute la monnaie de notre économie). Sachant cela, nous pouvons donc affirmer que la croissance économique n'est possible que si les entreprises, les personnes ou l'État s'endettent davantage (car plus de dettes signifie plus d'argent dans l'économie). Il est néanmoins important de noter que, même si des prêts doivent être accordés en permanence, pour que la croissance économique soit possible, l'inverse n'est pas nécessairement vrai ; plusieurs modèles ont montré que nous pouvons avoir une économie sans croissance où des prêts à intérêts positifs sont accordés. (Jackson, Victor, 2012 ; Richters, Siemoneit, 2016 ; Schrunz, Bratkowski, Schindler, 2015). Les recherches actuelles sur l'impératif de croissance brossent un tableau complexe de la façon dont les différents facteurs poussent à la croissance jouent ensemble (Richters, Siemoneit, 2019). La contribution majeure des actionnaires à la croissance reste cependant incontestée.

par un autre moins polluant), qui peuvent être accélérées par des mécanismes gouvernementaux tels que les taxes, les subventions et les réglementations.

Un tel découplage est-il vraiment possible ?

Certain-es avancent que le PIB peut être dissocié des impacts environnementaux. Il existe des données en ce sens (European Environmental Agency, 2009) démontrant que dans certains cas le PIB était en augmentation alors que les émissions baissaient. Toutefois, ces conclusions sont mises en doute par beaucoup d'auteur-ices et penseur-euses du mouvement de la décroissance, ainsi que par le Bureau Européen de l'Environnement (2019). Nous développons ici huit facteurs qui démontrent l'**improbabilité de ce découplage** (Parrique 2019 ; William F. Lamb et al, 2022) :

- *Les délocalisations des coûts environnementaux* : certaines réductions en impacts environnementaux sont en fait des déplacements d'industries ayant des émissions intensives. Un pays (par exemple la Suisse) peut diminuer ses émissions sur le papier, mais ces émissions ont simplement été ajoutées au compte d'un autre pays (par exemple la Chine). La consommation des biens reste la même, mais ces biens ont été importés plutôt que produits dans ce pays. Dès lors, les émissions globales n'ont en fait pas diminué mais ont simplement été déplacées d'un endroit à l'autre.
- *Le potentiel limité du recyclage* : le recyclage, et avec lui l'économie circulaire, est souvent avancé comme la grande solution. Pourtant, le recyclage nécessite un apport en énergie important. De plus, tout produit se dégrade pendant ce processus ce qui signifie que l'on ne peut pas les recycler indéfiniment. Enfin, on peut également noter que certains matériaux ont un usage dispersif et ne peuvent donc tout simplement pas être recyclés.
- *Le problème avec la technologie* : la conviction selon laquelle le progrès technologique résoudra tous nos problèmes est prédominante. Parfois explicitement, mais aussi souvent implicitement. Néanmoins, l'innovation technologique des produits et des moyens de production est concentré (à court terme) sur la poursuite de profits. De gros efforts sont investis dans des marchés nouveaux et des nouveaux produits ou dans des innovations permettant d'utiliser moins de capital ou moins de force de travail, mais très peu d'efforts sont investis pour changer l'utilisation de ressources et de l'énergie. L'accent est très peu porté sur la réduction des dégâts environnementaux des produits existants. Souvent les produits « plus verts » ne remplacent aucun produit, mais sont proposés en plus des ceux existant déjà. Cela est aussi vrai pour l'énergie verte. Une plus grande quantité d'énergie renouvelable à disposition n'implique pas forcément une diminution du volume d'énergie fossile. L'impact sur l'environnement peut donc toujours augmenter avec l'introduction de produits "verts" et de l'énergie "verte".
- *L'illusion que le secteur des services pourrait remplacer l'économie dépendante de l'énergie et des ressources* : une pensée récurrente est celle que nous pourrions continuer à avoir une économie croissante si nous augmentions seulement le secteur des services. Ainsi, cette croissance ne serait pas couplée avec une augmentation en apport matériel. Mais premièrement, tout ce qui est matériel n'est pas remplaçable par le secteur des services (nourriture, logement, meubles, mobilité, etc.). Deuxièmement, même si l'on parvenait à remplacer beaucoup de choses matérielles par des services, ceux-ci ont tout de même un impact environnemental non négligeable (infrastructure nécessaire, voyage/tourisme, éducation, etc.), et ils seront toujours reliés à l'industrie matérielle (Jancovici, 2014).
- *Le transfert des problèmes* : Nous sommes confrontés à de nombreux problèmes écologiques (limites planétaires, pollution de l'air, pollution plastique, etc.). Des améliorations dans un domaine ont souvent une influence négative sur d'autres. Par exemple, les énergies renouvelables réduisent les émissions en CO₂, mais elles

nécessitent beaucoup de surface et des métaux rares. Des alternatives vertes ont également des externalités et des effets pervers (par exemple les carburants bio qui renforcent la pénurie de nourriture, ou des matériaux pour éoliennes qui sont plus efficaces au niveau énergétique mais qui sont plus difficiles à recycler). Le problème des ressources rares et donc limitées (matières premières comme le silicium, l'indium, le sélénium) nécessaires à la construction des énergies "renouvelables" est en soi un argument pour ne pas trop compter sur ces matériaux difficiles à recycler si l'on ne veut pas en manquer un jour si l'économie continue à utiliser de plus en plus d'énergie "verte" (Pitron, 2018).

- *Les effets rebond des technologies vertes* : les effets rebond sont des conséquences involontaires engendrées par les innovations qui réduisent la consommation d'énergie. Un exemple est l'utilisation des voitures électriques qui renforce les infrastructures axées sur l'automobile (routes, villes, etc.) au lieu de soutenir les transports en communs. De la même manière, les voitures plus efficaces énergétiquement réduisent la culpabilité morale de les utiliser et entraînent ainsi une hausse de leur utilisation, ce qui par conséquent empêche d'économiser des ressources et de l'énergie (ce qui était initialement le but de cette "innovation écologique").
- *Le rendement décroissant de l'énergie* : plus nous extrayons de ressources, plus d'énergie est nécessaire pour en trouver. Comme les ressources les plus accessibles sont les premières à être utilisées, de plus en plus d'énergie est nécessaire pour en obtenir. Un bon exemple pour illustrer ce phénomène est la fracturation hydraulique (fracking): il faut toujours plus de pétrole pour extraire du pétrole nouveau, mais l'augmentation des prix fait qu'il reste économiquement toujours rentable (Bourg and Salerno, 2015).
- *La transition énergétique*: il est important de réaliser que la transition énergétique elle-même nécessite beaucoup d'énergie. Afin de construire des alternatives renouvelables comme les installations photovoltaïques, on utilise l'actuel mix énergétique qui comprend encore 84% d'énergie fossile (BP 2019). Ainsi, l'installation de la nouvelle infrastructure d'énergie renouvelable nécessaire à couvrir nos besoins en énergie actuels (qui sont en augmentation constante) utilisera une grande partie du budget CO2 qui nous reste avant de dépasser la limite du 1.5 degrés (Tanuro, 2020).

Ces raisons illustrent bien que **la croissance verte est très improbable** et qu'il est donc extrêmement irresponsable de s'y fier pour chaque décision de politiques publiques. Pourtant, les Etats veulent actuellement ignorer ces obstacles et se fient à une économie de croissance. Les solutions principales considérées par les politiques sont soit l'innovation technologique, soit des régulations minimales du marché.

En résumé, compte tenu des problèmes fondamentaux de la croissance verte, nous n'avons pas d'autre choix que de penser à réduire la production totale de l'économie.

Pourquoi le marché ne se réglera pas par lui-même

Si nous prenons au sérieux la nécessité absolue de freiner la croissance économique afin de nous diriger vers une société écologique et socialement juste, nous devons vérifier si notre économie actuelle est capable de stopper la croissance. Nous discutons ici quelques arguments défendant l'idée que le marché est capable de se réguler par lui-même et qu'il pourrait prendre la direction voulue par les consommateurs.

Souvent on entend l'argumentation selon laquelle les actionnaires (propriétaires) peuvent être bienveillants/ou le devenir et introduire plus de critères écologiques et éthiques lors de la planification des investissements et accepter moins ou pas de dividendes. Cela paraît peu probable si l'on considère que **renoncer aux dividendes signifie également**

aller à l'encontre de la raison d'être principale de l'investissement qui est actuellement basée sur le profit. De plus, même si un nombre significatif d'investisseur·euses changeaient leurs façons d'investir, les autres, en cherchant toujours un rendement maximal, **gagneraient davantage et prendraient donc des plus grandes parts de marché.** Ceci aurait comme effet d'anéantir l'effet réalisé par les investisseur·ices "durables", car leurs entreprises seraient en concurrence avec les entreprises "classiques" ce qui engendrait plus de frais et diminuerait leur compétitivité.

Si les actionnaires ne sont donc pas capables de changer fondamentalement l'économie, est-ce que les **consommateur·ices** le peuvent? **Le caractère très inégal de notre économie** est ici le principal problème. Quelques personnes ou institutions gérant de grandes quantités d'argent possèdent un pouvoir de décision disproportionné dans les grands choix économiques, alors que la plupart des personnes n'ont presque aucune manière de faire valoir leurs opinions. (Par exemple, certain·es milliardaires sont d'avis que la course vers Mars est de première importance et beaucoup d'argent est investi dans des tels projets. A l'opposé, une personne sans capital ne peut que choisir entre deux produits à acheter). Le plus grand nombre de consommateur·ices n'ont pas d'autre choix que d'espérer que la finance et les personnes fortunées investissent dans des projets écologiques. Mais comme leur but est d'abord le profit, il est plus qu'incertain que cela arrive...

Pourquoi « réguler le marché » n'est pas suffisant

Les solutions à la crise environnementale impliquant des interventions de l'État se basent soit sur des innovations technologiques, soit sur une adaptation du marché en encourageant des décisions "durables", soit sur "l'internalisation" des coûts environnementaux. Imaginons qu'un parti propose un "Green New Deal" ambitieux : augmentation des impôts sur les émissions, subventions pour les entreprises écologiques, frein à la croissance économique. Pourquoi une telle proposition serait-elle incohérente dans l'économie capitaliste? Pour des raisons diverses nous estimons que ces avancements sont contradictoires et manqueraient l'effet désiré :

- *Externalités négatives* : Les externalités négatives sont des conséquences des activités d'une entreprise qui sont payées par quelqu'un·e d'autre que l'entreprise elle-même - c'est-à-dire par les impôts publics le plus souvent. L'exemple le plus connu est la pollution. Sans mesures politiques spécifiques, la pollution engendrée par les industries n'est jamais payée par les entreprises responsables. Comme les actionnaires ont pour but central de réaliser un gros profit, ils·elles ont tendance à externaliser le plus de frais possible. Ils·elles ne diminueront pas la pollution aussi longtemps que polluer coûte moins cher que de ne pas polluer. L'Etat pourrait introduire un prix à la pollution ou d'autres réglementations, mais les entreprises resteront toujours à la recherche d'une faille légale afin d'externaliser leurs frais car ces réglementations diminueraient leur compétitivité, aussi longtemps qu'elles ne seront pas globalement introduites et contrôlées. Beaucoup de travail, de temps, l'installation de systèmes de contrôle, etc. seraient nécessaires pour identifier de telles pratiques et pour pénaliser les entreprises. Entretemps, bien des dommages environnementaux auront déjà été causés. (Oström, 2010 ; Locher 2018). De plus, de nombreuses formes de pollution sont difficilement mesurables et exprimables financièrement.
- *Dynamique du pouvoir et fuite du capital* : Les grandes entreprises et les actionnaires privés possèdent une grande influence sur la politique à tous les niveaux. Leurs intérêts économiques pèsent de ce fait lourdement sur les décisions politiques. Et les actionnaires ne sont que rarement intéressés par des mesures écologiques qui pourraient indiquer une diminution de profit à court terme. Par conséquent, de grands groupes de pression arrivent à diluer les lois de protection de l'environnement en les rendant inefficaces – en premier lieu les lobbies des énergies fossiles. L'histoire de la

protection du climat (manquée) est l'histoire d'un sabotage par le lobby du fossile. Il est très probable que cette dynamique continuera ainsi et empêchera les réformes écologiques futures. Une des raisons d'un tel sabotage est que beaucoup d'actionnaires (comme la plupart des banques suisses) **possèdent des actions dans des activités polluantes**. Certains de ces placements représentent une grande somme d'argent et nécessitent un certain temps avant de produire du profit. Beaucoup d'actionnaires attendent un rendement de ces placements dans plusieurs années. Leurs pertes seraient énormes s'ils-elles mettaient un terme à ces projets et ils-elles se battraient pour leur poursuite (Malm, 2016 ; Tanuro 2020).

De plus, si une réelle régulation était mise en place, les actionnaires **pourraient menacer de quitter le pays** et de s'établir dans d'autres endroits ayant moins de restrictions. Chaque réforme sociale implique un risque de fuite de capitaux. (Ceci est devenu possible à partir de 1980. Avant cette date, de stricts restrictions sur les mouvements de capitaux existaient.) Comme exemple, nous pouvons citer l'impôt sur le CO2 : si cet impôt était introduit, des actionnaires et des entreprises avec des émissions importantes pourraient menacer de quitter le pays pour trouver un pays sans impôt sur le CO2.

Les actionnaires peuvent aussi faire la "**grève de l'investissement**" (Young, Schwartz, Banerjee, 2017). Ainsi, si de nouvelles lois entravent le pouvoir des actionnaires ou les inquiètent, ils-elles peuvent réduire voire geler leurs investissements, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques sur la production, l'emploi, les salaires et même provoquer une récession³. Pour éviter ce genre de répercussions, les Etats et les institutions publiques cherchent à attirer les actionnaires afin de maintenir l'économie en bonne marche. Le fait que les **investissements sont tributaires de la bonne humeur des actionnaires**, rend difficile l'établissement de lois pour la protection de l'environnement du moment qu'elles donneraient à l'État le droit d'intervenir et réduire les marges possibles des entreprises privées.

En résumé, nous avons essayé d'expliquer dans ce chapitre les raisons pour lesquelles notre système économique actuel est contraint de croître. Nous avons explicité la pression qu'exercent les actionnaires qui aspirent à un meilleur rendement et la concurrence entre les entreprises. Même si nous ne l'avons pas mentionné, l'Etat joue aussi un rôle important dans l'impératif de la croissance. Nous avons montré que l'obligation de croître est anti-écologique et qu'il existe de sérieux problèmes et obstacles lorsque nous essayons de maintenir le marché actuel basé sur le capital en voulant seulement réduire les effets néfastes sur l'environnement⁴.

Les chapitres 2 et 3 essayent donc d'amener des propositions de modifications des deux marchés suivants. Premièrement, remplacer le marché des capitaux actuel par un mécanisme

³ C'est l'argument avancé contre pratiquement toutes les réformes sociales, qui tentent de redistribuer les richesses ou de prendre une part plus importante aux actionnaires (pour pouvoir augmenter les salaires, par exemple).

Néanmoins, la question de savoir si les actionnaires réduiraient réellement leurs investissements ou non si ces réformes sociales étaient acceptées reste ouverte.

Le point central ici est que si l'investissement privé dans son ensemble est réduit sans aucune compensation, cela aura probablement des conséquences négatives.

⁴ Pour ce document, nous nous sommes surtout concentré·es sur l'impératif de croissance inhérent au capitalisme. Mais il existe une vaste littérature qui traite de nombreuses autres critiques écologiques importantes du capitalisme. Voir par exemple : Jason Hickel, Less is more ; Naomi Klein, This changes everything : Capitalism Vs. the climate ; James O'Connor, The second contradiction of capitalism ; Andreas Malm, Fossil capital, The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming ; Daniel Tanuro, Trop tard pour être pessimiste, Ecosocialisme ou effondrement ; Jean-Marie Harribey, Le trou noir du capitalisme.

démocratique permettant de prendre des décisions écologiques. Deuxièmement, modifier le marché actuel de l'emploi à l'aide de changements permettant une transition écologique sans conséquences sociales négatives. Modifier ces deux marchés nous permettra de maintenir, sous une certaine forme, le marché des biens et des services et d'arriver malgré tout au changement de système nécessaire pour que l'économie respecte les limites planétaires.

Chapitre 2: Investissement et Démocratie Économique

Dans la section précédente, nous avons parcouru les principales raisons pour lesquelles notre économie doit cesser de croître si nous voulons éviter un effondrement écologique. Nous avons essayé d'illustrer le fait que l'investissement privé est essentiellement guidé par la rentabilité et conduit à un impératif de croissance. Le chapitre suivant tentera donc d'aborder la question du remplacement de ce mécanisme « d'investissement privé ». De nombreuses solutions alternatives de gestion de l'investissement existent, nous présenterons ici quelques auteur·ices plaidant pour **un contrôle social des décisions d'investissement**.

Nous évaluerons les modèles en fonction de plusieurs aspects qui nous semblent devoir être pris en compte : l'alternative doit être respectueuse de l'environnement, garantir la liberté (au sens de la vie individuelle et des choix de consommation, ainsi qu'au sens de la possibilité d'initier un projet) et garantir la démocratie (c'est-à-dire une chance égale pour chacun·e de participer à la prise de décision au sein de la société en général).

Deux séries de questions nous guideront dans l'analyse et la comparaison de ces différents modèles. Premièrement, s'il y avait une suppression des actionnaires, **qui aurait le pouvoir de prendre des décisions concernant la production dans une entreprise ?** Ces décisions devraient-elles être entre les mains des travailleur·euses, de l'État ou de la société dans son ensemble ? Ensuite, comme nous l'avons expliqué précédemment, un modèle alternatif doit être capable de remplacer le processus essentiel de financement des entreprises et de permettre aux entreprises de trouver les fonds nécessaires pour lancer leurs projets. Étant donné que l'investissement privé semble avoir de grandes difficultés à allouer l'argent selon des critères écologiques, nous devrions nous demander : **à qui revient la décision de l'allocation du capital dé-privatisé dans l'économie ?** Les travailleur·euses doivent-ils·elles pouvoir décider de l'utilisation du fruit de leur travail ou les bénéfices doivent-ils être distribués plus largement ? Quel mécanisme prend le relais de l'investissement privé ? À quoi ressemblerait une "propriété commune" ?

Tout d'abord, nous examinerons le modèle "autogestion/coopérative" qui offre des solutions importantes mais insuffisantes. Ensuite, nous aborderons les avantages du modèle de "planification", où l'investissement est coordonné par un pouvoir central, et nous mentionnerons également les critiques importantes dont il fait l'objet. Enfin, nous expliquerons pourquoi plusieurs auteur·ices combinent les aspects positifs de ces différents modèles pour construire une économie basée sur la propriété commune et l'investissement démocratique, ce qui semble être une alternative intéressante et réaliste.

Les coopératives comme solution ?

En partant de la nécessité de mettre fin à la propriété privée des entreprises, plusieurs alternatives émergent. L'une des plus connues est le modèle coopératif, qui est une forme d'entreprise autogérée. **L'autogestion est**

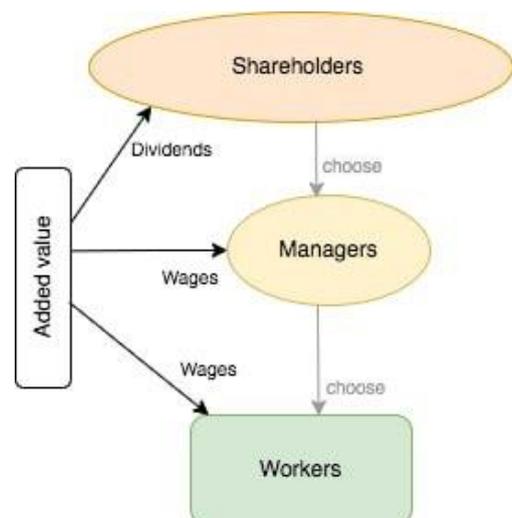


Figure 1 : Structure d'une grande entreprise typique dans l'économie actuelle.

l'idée selon laquelle seuls les travailleur-euses décident de toutes les questions concernant l'entreprise dans laquelle ils-elles travaillent. Ce ne sont donc pas des investisseurs ou des actionnaires extérieurs à l'entreprise qui contrôlent la production et la gestion interne, mais bien les personnes travaillant au sein de celle-ci. L'autogestion permet aux travailleur-euses de retrouver leur souveraineté et leur poids politique dans l'entreprises (par le biais du droit de vote, par exemple), leur donnant la possibilité de décider de la structure organisationnelle de l'entreprise en optant, par exemple, pour un organigramme horizontal ou en élisant un comité ou un-e directeur-ice.

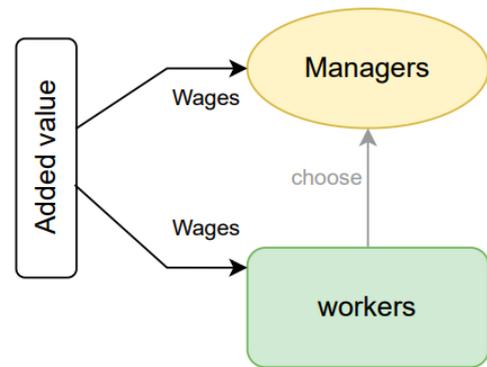


Figure 2 : Structure d'une coopérative, où les travailleur-euses élisent les supérieur-es et où tous les revenus générés par l'entreprise sont distribués aux personnes travaillant dans l'entreprise.

Dans un système basé sur des coopératives ou des entreprises autogérées, le statut de propriétaire est ainsi transféré des actionnaires aux travailleur-euses⁵, car ils-elles apportent eux-elles-mêmes le capital dans l'entreprise. Cela signifie qu'ils-elles sont les seul-es à avoir le pouvoir de décision, excluant ainsi les acteurs extérieurs du partage des bénéfices et de l'intervention dans les décisions de production. Le financement des entreprises dépend par conséquent des travailleur-euses individuel-les qui apportent le capital et achètent eux-elles-mêmes un "droit de propriété" en adhérant à une coopérative. Dans un système de coopératives compétitives, il est impossible d'organiser une transition écologique et de faire en sorte que certains secteurs très importants se développent et que les activités nuisibles diminuent.

Imaginons, par exemple, que Holcim (une entreprise produisant du béton) n'ait plus d'actionnaires qui dirigent l'entreprise, mais une structure où les travailleur-euses de Holcim peuvent réfléchir de façon démocratique à l'organisation de la production de béton et à la répartition des bénéfices. Rien ne les empêche de poursuivre la production de béton à la même échelle qu'aujourd'hui, voire d'augmenter l'activité de l'entreprise afin de se verser des salaires plus élevés. L'adoption d'un tel modèle d'autogestion ne permet pas au reste de la population d'influencer et de forcer les travailleur-euses du secteur du béton à arrêter la production, dont les conséquences écologiques nous concernent tous-tes. **Le modèle "coopérationniste" nous montre donc la nécessité d'une coordination à une échelle plus grande que celle de l'entreprise, afin que les travailleur-euses qui en profitent ne soient pas les seul-es à avoir leur mot à dire sur les activités, parfois néfastes, de leur firme.** Ainsi, même si toutes les entreprises suisses devenaient des coopératives, cela ne rendrait pas possible une délibération plus large sur les grands choix économiques au sein d'une société, à laquelle tou-tes les citoyen-nes devraient pouvoir participer. De plus, chaque coopérative étant indépendante, il ne serait pas non plus possible de réguler la quantité de production et de consommation, élément indispensable pour un modèle économique respectueux de l'environnement.

Un autre problème du modèle "coopérationniste" est la difficulté de lever des fonds suffisants (Andréani, 2001 ; Borrits, 2018). En effet, ceux-ci sont limités à l'apport en capital des travailleur-euses ou des consommateur-ices.

⁵ Ou aux consommateur-ices dans le cas d'une coopérative d'utilisateur-es.

La nationalisation et la planification comme solution?

Une solution au problème de l'absence de coordination sur les grands choix économiques pourrait être de **nationaliser les entreprises**. Cela signifierait que l'État démocratique fournirait les capitaux et prendrait les décisions quant aux unités de production. Cela permettrait une réelle cohérence dans les choix généraux d'investissement et d'orientation de l'économie, puisque l'État serait propriétaire des entreprises relativement importantes qui ont un impact majeur sur l'économie. La structure d'une **économie planifiée** peut prendre différentes formes.

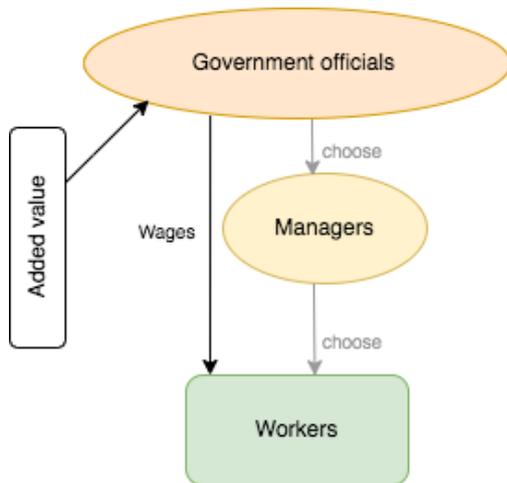


Figure 3 : Modèle macro-économique très simplifié d'une économie planifiée.

L'exemple le plus marquant est probablement la planification centrale hiérarchique de l'URSS (Seurot, 1989). Dans une économie entièrement nationalisée comme celle-ci, le risque de concentration du pouvoir entre les mains de quelques personnes est pourtant élevé. A ce stade, il est nécessaire de distinguer deux types de modèles et la place que chacun accorde au marché. Premièrement, certains modèles conservent les marchés pour aider à l'allocation des ressources (surtout pour les biens et services, et partiellement pour le travail). Nous développerons ceux-ci plus loin dans la section "L'orientation des investissements comme solution". Ensuite, le deuxième type de modèles préfère abolir complètement tous les marchés et se diriger vers une économie entièrement planifiée, comme c'était le cas de l'URSS.

Dans l'économie soviétique, toutes les décisions concernant l'allocation des ressources étaient prises par une petite partie privilégiée de la population (Andréani, 2001). Celle-ci décidait de ce qui serait produit, à quel prix, etc. En plus d'être autoritaire, ce mode de fonctionnement était inefficace. Si l'investissement ne dépend pas du tout de la performance économique, comment s'assurer que les gens soient toujours motivé-es à donner le meilleur d'eux-mêmes pour produire de façon qualitative et obtenir des investissements ? Dans un environnement où tout ce qui se passe dans une entreprise est décidé à l'avance par les politicien-nes, le système doit compter sur le fait que les travailleur-euses soient principalement motivé-es par des convictions idéologiques, ou par la peur des conséquences socio-économiques s'ils-elles ne travaillent pas assez dur.

De plus, il était presque impossible de prendre des décisions tenant compte de toutes les informations nécessaires, souvent tacites, pour connaître les besoins et les envies de consommation des citoyen-nes. Finalement, les citoyen-nes avaient peu de choix quant à leur consommation individuelle. Il était également impossible pour quiconque de lancer sa propre initiative. La complexité de l'économie actuelle rend difficile la planification des besoins en matériaux, biens et services comme cela se faisait en URSS. En outre, une économie planifiée a du mal à s'adapter en permanence aux évolutions sociales, environnementales et autres.

Néanmoins, grâce aux progrès technologiques que nous avons réalisés, nous disposons d'un point de départ totalement différent pour aborder la planification des besoins des citoyen-nes. La collecte et le traitement des informations se font à une vitesse et à une échelle qui étaient inimaginables il y a 50 ans. Cela remet en question certains des arguments avancés précédemment contre la faisabilité d'une économie planifiée. Plusieurs auteur-ices ont déjà développé différents modèles de fonctionnement d'une **économie planifiée en s'appuyant sur la technologie informatique** (par exemple Paul Cockshot, Allin Cottrell, Jan Philipp

Dapprich, Cédric Durand, etc.). Les auteurs Phillips et Rozworski (2019) soulignent que des entreprises comme Walmart fonctionnent déjà comme des économies planifiées à une échelle supérieure à celle de nombreux pays.

Même si ce type de proposition peut sembler convaincant en termes d'efficacité ou de faisabilité, quelques aspects méritent réflexion lorsqu'on parle d'alternatives cybernétiques. Nous avons déjà mentionné que la technologie représente un coût élevé pour notre planète, donc si toute la coordination de notre système économique dépend d'algorithmes utilisant beaucoup d'énergie, cela ne répondrait pas aux enjeux écologiques. En plus de cela, des doutes peuvent être exprimés sur la réelle faisabilité de rassembler une telle quantité d'informations au sein d'un système qui pourrait devenir très technocratique (Khalifa, 2020). Outre les préoccupations mentionnées concernant l'utilisation de la technologie comme outil de planification, certaines des critiques de l'économie soviétique concernant le risque de concentration du pouvoir ou le manque de motivation, sont toujours valables.

Analysons donc maintenant la possibilité d'une économie planifiée décentralisée.

La nationalisation décentralisée comme solution?

Pour éviter le monopole de toutes les décisions économiques par une minorité - élue ou non - certain-es ont proposé une **gestion décentralisée de l'économie sans marché** (Albert et Hahnel, 2006 ; Mandel, 1986). Dans ces modèles, **des comités décentralisés composés de travailleur-euses et de consommateur-ices remplacent la prise de décision centralisée qu'ont connue la plupart des économies planifiées**. Ainsi, alors que le capital est toujours fourni par l'État, les choix d'investissement, de production et de distribution sont faits après délibération collective. Il est clair que cet arrangement institutionnel limiterait considérablement les relations de pouvoir et la possibilité de prises de contrôle minoritaires. Cependant, cela impliquerait de lourds débats pour chaque décision de production. Il serait clairement impossible de prendre une décision pour chaque objet produit ou service fourni. Certain-es économistes soulignent que nous tomberions dans une "économie de répétition" car il semble illusoire d'organiser un "référendum sur la couleur de chaussures" (Samary, 1999). Les citoyen-nes et les producteur-ices seraient rapidement démotivés de devoir participer à d'innombrables réunions et décisions. D'autres économistes affirment cependant qu'un système de délégation efficace pourrait faciliter les différents processus de décision.

En résumé, une économie basée sur les coopératives ou sur les entreprises autogérées présente l'inconvénient de rendre impossible la coordination de l'économie, le marché restant le mode d'allocation dominant. Une telle coordination est cependant nécessaire pour une transition écologique. L'État pourrait assumer ce rôle et organiser la planification de l'économie mais nous avons vu les difficultés informationnelles et le risque de décisions non démocratiques. Une décentralisation des délibérations et des processus de décision pourrait signifier une perte rapide de sens des institutions surchargées, bien que certain-es auteur-ices mettent en lumière l'innovation des technologies numériques pouvant répondre à ce problème. **Pour de nombreux-euses économistes, il est encore nécessaire de formuler un projet économique qui puisse à la fois laisser de la place pour une certaine orientation de l'économie mais aussi une marge de manœuvre pour les individu-es et les entreprises.**

L'orientation de l'investissement comme solution ?

Les propositions présentées dans cette section ont en commun de chercher à **abolir la propriété privée des entreprises, tout en maintenant une partie du marché "socialisée"**

ou "**domestiquée**" (Elson, 1988). En d'autres termes, elles abolissent les actionnaires faisant pression pour obtenir des rendements plus élevés. Ainsi, ces modèles tentent d'accorder aux citoyen·nes autant de liberté que possible, mais pour cela, ils restreignent un type particulier de liberté : le choix personnel des actionnaires concernant leur capital.

Le choix individuel des actionnaires est remplacé par un vote des citoyen·nes, leur offrant ainsi plus de liberté par rapport à celle présente de le système actuel. Alors qu'un marché des biens et des services continue d'exister, le marché du travail est réduit (voir le chapitre suivant sur la sécurité économique). Le marché des capitaux, quant à lui, est largement limité par les choix des citoyen·nes : on peut donc désormais parler d'un système de "démocratie économique" (Schweickhart, 2002). D'autres préfèrent parler de "planification négociée" (Devine, 1988, 2002) et certains utilisent les termes de "socialisme de marché", "socialisme autogestionnaire" (Andréani, 2001) ou "économie des communs" (Borrits, 2018 ; Federici, 2019). Le travail de tous·tes ces économistes et chercheur·euses tente de démontrer qu'il existe d'autres manières d'organiser l'investissement, sans s'appuyer sur la recherche de l'enrichissement personnel de chacun·e, ni sur la planification étatique. Nous revenons à nos deux questions clés pour comprendre le fonctionnement de leurs modèles : **qui aurait le pouvoir de décider de la production dans une entreprise et qui devrait décider de l'allocation du capital dans l'économie ?**

Points communs

Nous commencerons par montrer les deux caractéristiques que les modèles des auteur·ices mentionné·es ci-dessus ont en commun: **la démocratisation des entreprises** ainsi que **l'implication des citoyen·nes dans les choix concernant les investissements**. Nous aborderons ensuite les différences les plus importantes entre les modèles et les auteurs·ices.

Sur la question des décisions à l'intérieur d'une entreprise, nous pouvons reconnaître un premier point commun entre les modèles : **les choix relatifs à chaque entreprise sont faits par les personnes qui sont affectées d'une manière ou d'une autre par les activités de l'entreprise**. Nous détaillerons ci-dessous les variantes existantes afin de mettre en place un tel système de propriété commune ou sociale, ou de non-propriété.

Ensuite sur l'allocation du capital, un second point commun entre les modèles émerge : **les grands choix d'investissement sont déterminés démocratiquement dans les grandes lignes par des votes populaires, puis appliqués de manière décentralisée par des institutions financières autonomes**.

Dans la plupart des propositions, l'argent utilisé pour les investissements est tiré des revenus des entreprises.

Les investissements passent par deux niveaux de prise de décision. D'abord, un vote

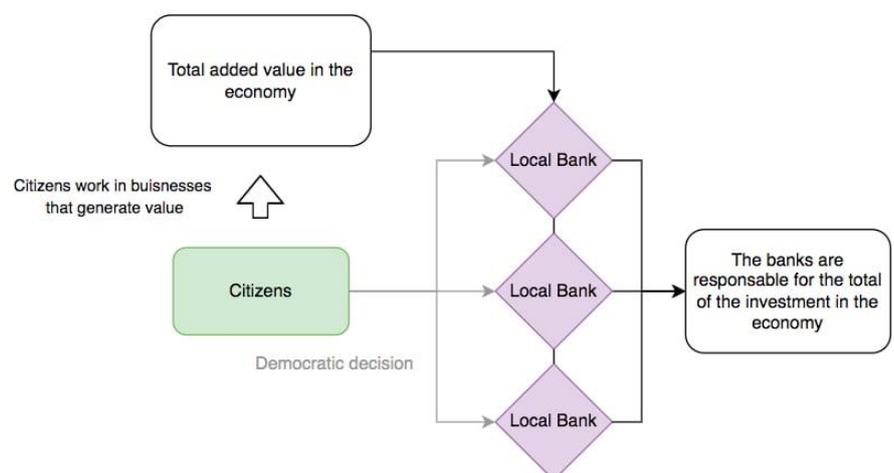


Figure 4 : Modèle macro-économique simplifié d'une économie démocratique où les investissements sont orientés à l'aide d'un vote populaire, qui permet aux citoyen·nes de définir les lignes directrices pour le type d'entreprises dans lesquelles les banques ou les fonds décentralisés doivent investir.

populaire est organisé pour définir les secteurs à favoriser et ceux à réduire ou même à supprimer, selon les citoyen·nes. Ensuite, ces décisions collectives sont transmises aux institutions locales, qui décident des projets qu'elles souhaitent soutenir, tout en respectant les résultats du vote fédéral.

Ces points constituent un cadre commun pour ces propositions.

Différences (démocratie au sein et en dehors de l'entreprise)

Les modèles diffèrent sur plusieurs aspects selon l'auteur ou l'autrice. Un premier débat porte sur la question de savoir **qui aurait un droit de décision au sein de l'entreprise**. Comme mentionné plus haut, les économistes s'accordent à dire que les personnes affectées par les choix d'une entreprise devraient avoir leur mot à dire quant à ses activités. Cependant, la personne considérée comme affectée et la façon dont celle-ci pourrait intervenir est sujet à débat.

Une première proposition stipule qu'il devrait y avoir des collèges décisionnels dans chaque entreprise, représentant les travailleur·euses, les consommateur·ices, les communautés locales qui pourraient être affectées par la production (Coutrot, 2010), et même les fournisseur·euses dans certains cas (Devine, 2002). Dans une deuxième proposition, seul·es les travailleur·euses devraient pouvoir décider au sein de leur entreprise, les autres personnes concernées par l'activité de l'entreprise ayant déjà eu leur mot à dire dans l'instance supérieure, à savoir la décision démocratique classant la priorité des différents secteurs (Schweickart, 1992 ; Borrits, 2020 ; Andréani, 2001 ; Friot, 2012, 2021). Une troisième proposition soutient que les travailleur·euses devraient décider, mais ajoute que des comités d'information des consommateur·ices devraient être mis en place (Elson, 1988). Ceux-ci collecteraient et partageraient des informations sur les entreprises utiles aux autres consommateur·ices pour prendre des décisions d'achat plus éclairées. Cela contraste avec le système actuel caractérisé par l'asymétrie et l'opacité de l'information sur les coûts réels et les conditions de production⁶.

Un deuxième point sur lequel les opinions des auteur·ices divergent concerne la question de savoir **comment remplacer les actionnaires et s'assurer que le capital est alloué aux entreprises fournissant des biens ou des services respectueux de l'environnement**. Nous allons maintenant passer en revue les différentes propositions des auteur·ices pour répondre à cette question.

Comme mentionné plus haut, ces propositions partagent la même vision d'une gestion démocratique de l'investissement, mais diffèrent dans les outils qu'elles utilisent pour réaliser le verdict issu des décisions populaires. Le premier modèle que nous allons examiner s'appuie principalement sur des prêts et des taux d'intérêt variables pour favoriser l'activité des entreprises dont nous avons besoin, tout en diminuant celle des secteurs nuisibles. (Borrits, 2018 ; Andréani, 2001 ; Devine, 2002). Ensuite, nous comparerons cette méthode avec l'idée de subventionner les entreprises (Lordon, 2021 ; Friot, 2012, Schweickart, 1992). Ces deux options permettent de contrôler la croissance économique grâce à leurs outils respectifs : les prêts et les subventions⁷. Nous terminerons par l'analyse d'autres méthodes permettant de

⁶ Cela signifie que le processus de production des entreprises, les conditions de travail, etc. sont relativement peu transparents et que les consommateurs sont délibérément trompés par la publicité, ce qui rend souvent difficile la distinction entre le "greenwashing" et les véritables entreprises respectueuses de l'environnement, par exemple.

⁷ Les subventions sont comme des dons. Elles diffèrent des prêts en ce sens qu'elles ne doivent pas être remboursées au donateur.

fournir suffisamment d'investissements à l'économie: la capacité d'autofinancement en tant qu'entreprise, ainsi que l'utilisation de l'épargne personnelle, qui peuvent être, selon certain-es économistes, des options importantes à considérer.

- Utiliser un vote démocratique pour guider l'investissement* : Certain-es auteur-ices optent pour un **vote populaire** (Borrits, 2018) ou **parlementaire** (Andréani, 2001) comme outil pour fixer les lignes directrices de l'économie (également Schweickart, 1992). La population (citoyen·nes ou politicien·nes) pourraient avoir leur mot à dire sur les secteurs qui devraient bénéficier de plus ou moins d'investissements. Par exemple, les citoyen·nes pourraient décider que le transport privé est moins important que le transport public ou que nous devrions investir moins dans le transport en général que dans l'agriculture locale. Ces décisions seraient ensuite transposées par l'institution en question, qui stimulerait en conséquence l'agriculture locale et les transports publics et pénaliserait les transports privés.

Les auteur-ices ne parlent pas de la manière dont ces "catégories", qui seraient comparées et classées par les votant-es, peuvent être définies de façon "objective". Cependant, il existe plusieurs expériences de budget participatif qui peuvent apporter des réponses à cette question (Banque interaméricaine de développement, 2005). Dans le cas de Porto Alegre, par exemple, des assemblées citoyennes ont joué un rôle majeur, en collaboration avec des ONG locales et des fonctionnaires, pour déterminer les catégories thématiques pour lesquelles les gens choisissent d'allouer une partie du budget du gouvernement de la région. Même si ce modèle présente plusieurs défis pour pouvoir fonctionner sur le long terme, les études menées sur cette expérience peuvent toujours être utiles (Abers, 2018).
- Les prêts comme outil de mise en œuvre du vote* : Selon ces auteur-ices, le "vote d'orientation" décrit ci-dessus devrait être respecté et appliqué par des banques locales. Celles-ci remplaceraient les actionnaires et décideraient où le capital devrait être investi. Ces banques différeraient sur certains points spécifiques de Crédit Suisse, UBS, etc. : elles ne devraient plus avoir d'actionnaires (et seraient donc des sortes de coopératives), elles ne posséderaient pas les entreprises de quelque manière que ce soit, et devraient respecter les directives établies par le vote des citoyen·nes concernant la priorité des secteurs dans lesquels investir.

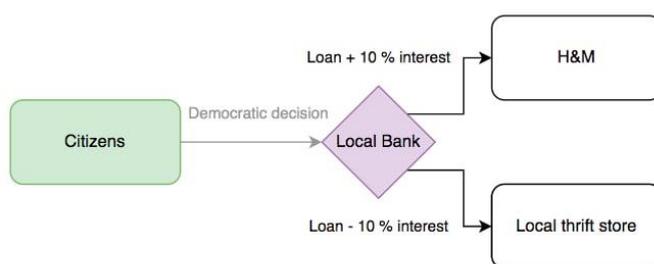


Figure 5 : Modèle d'une banque ou d'un fonds local accordant un crédit avec des taux d'intérêt différents pour favoriser une entreprise par rapport à une autre.

Ce vote serait traduit par ces banques locales en **taux d'intérêt plus ou moins attractifs** s'appliquant à différents secteurs (Borrits, 2018). Les entreprises appartiendraient nécessairement à l'un de ces secteurs et seraient donc soit pénalisées, soit favorisées à la demande d'un prêt. Par exemple, il pourrait être très facile d'obtenir un prêt bancaire pour un projet écologique de production de panneaux solaires low-tech dans une coopérative, et au contraire, il

serait très coûteux d'obtenir un prêt pour lancer une production de voitures de luxe. En fonction des choix faits démocratiquement, on peut imaginer des taux d'intérêt si élevés qu'ils en deviendraient prohibitifs, alors que des taux d'intérêts négatifs pour d'autres secteurs pourraient être très encourageants⁸.

⁸ L'intérêt négatif signifie que le débiteur doit rembourser moins que le prêt qu'il a obtenu du créancier. Par exemple, si le prêt est de 100 euros et que l'intérêt négatif est de 10 %, le débiteur doit

Puisque chaque investissement devrait passer par ce mécanisme de prêt, ce modèle permettrait de façonner l'économie de manière démocratique tout en laissant suffisamment de place aux initiatives personnelles. Les banques ne pourraient qu'encourager ou freiner l'activité économique, mais il appartiendrait toujours à la volonté de chacun·e de se rendre dans une banque et de lui demander de financer un nouveau projet. A condition de s'inscrire dans le cadre de ce que les citoyen·nes auront décidé de soutenir, il sera facile de trouver un prêt, peut-être même avec un taux d'intérêt négatif.⁹

- *Les subventions comme outil de mise en œuvre du vote* : D'autres auteur·ices (Lordon, 2021 ; Friot, 2021 ; Schweickart, 2002) préfèrent un **système de subventions plutôt que de prêts**. Dans cette proposition, les auteur·ices préfèrent généralement penser à des "fonds" plutôt qu'à des banques comme institutions par lesquelles les investissements sont distribués (en accord avec les priorités fixées par le vote démocratique des citoyen·nes). Les banques publiques ou les fonds économiques alloueraient de l'argent sous forme de subventions à chaque secteur, en fonction de

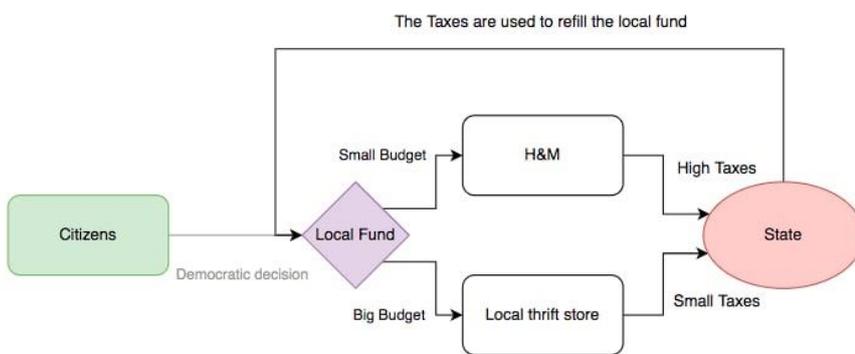


Figure 6 : Modèle d'une banque ou d'un fonds local accordant une subvention plus ou moins importante en fonction de l'activité. L'argent est ensuite collecté par le système fiscal et revient à la banque ou au fonds.

budgets préalablement déterminés. L'argent serait ensuite récupéré par la banque ou par le système de fonds au travers d'une taxe ou d'un prélèvement sur la valeur ajoutée des entreprises. Ce modèle est très similaire à celui des prêts, à la différence que la circulation de l'argent passe du "fonds" à l'entreprise, de l'entreprise au fond national, qui le renvoie ensuite au fonds décentralisés (comme indiqué dans le schéma).

- *Utilisation de votes multiples* : Certain·es auteur·ices (Elson, 1988 ; Andréani, 2001 ; Varoufakis, 2021) vont même plus loin dans leur utilisation de la démocratie et de la délibération pour déterminer l'allocation du capital. On y trouve, par exemple, l'idée selon laquelle des discussions plus précises auraient lieu à propos de chaque investissement majeur, en complément du vote citoyen général décrit ci-dessus. Par exemple, certain·es (Pat Devine, 2002) pensent qu'il serait nécessaire de mettre en place des **organes de coordination négociée** représentant tous·tes ceux concerné·es par un nouvel investissement et décidant de la manière dont les nouveaux crédits ou fonds seraient distribués. Ce concept semble intéressant mais pourrait être compliqué à mettre en œuvre étant donné le nombre d'investissements qui doivent être réalisés dans une économie moderne. Il serait néanmoins possible de mettre en place un tel système pour les investissements majeurs ayant un impact sur tout un secteur.

Nous avons également déjà vu la proposition de créer des **commissions d'information** afin de garantir que les entreprises deviennent plus transparentes et que les client·es, les

rembourser 90 euros. Cela fonctionne finalement comme une subvention. Si l'intérêt était positif, le débiteur devrait rembourser 110,- .

⁹ Pour démarrer ce système, il faudrait implémenter un impôt initial sur les revenus des entreprises, par exemple, qui fournirait l'argent nécessaire aux banques pour faire des prêts. Puisque les banques récupèrent leur argent lorsque les entreprises remboursent leurs prêts, le système de crédit serait autonome à partir de ce moment.

politicien·nes et les citoyen·nes (qui auraient leur mot à dire sur les investissements par le biais du vote démocratique) puissent faire de meilleurs choix lorsqu'il s'agit de dépenser ou d'allouer de l'argent. Ces commissions fourniraient des informations sur chaque entreprise, des coûts et des salaires liés à la production, aux conditions d'emploi et à l'impact écologique. Pour être indépendantes, elles seraient financées par l'État et pourraient effectuer des contrôles ad hoc pour vérifier les informations des entreprises. Sur base de ces données, il serait possible de créer un "classement" des entreprises, qui aiderait à prendre des décisions sur des investissements ou des taxes spécifiques.

Guider l'investissement afin de sortir de l'impératif de croissance

La raison pour laquelle un modèle économique incorporant au moins un vote démocratique pour guider l'investissement change tant la donne, est que celui-ci offre les outils pour décider collectivement d'arrêter la croissance économique et de s'accorder sur ce qu'il faut produire. En effet, les citoyen·nes pourraient non seulement décider de l'endroit où investir, mais aussi de la quantité à investir. Elles-ils pourraient ainsi fixer le taux de décroissance/croissance que les banques ou les fonds devraient viser. Par exemple, cela signifierait que nous pourrions choisir de viser une diminution de 3% du PIB de la Suisse chaque année. Cet objectif de PIB serait ensuite décliné en sommes d'investissement par secteur thématique, auxquelles les banques accorderaient des prêts ou des subventions.

D'un point de vue macro-économique, ce système permettrait donc de **détacher l'économie d'un de ses principaux moteurs de croissance : l'investissement privé**. Premièrement, il n'y aurait plus d'actionnaires à la recherche de retours sur investissement. Ensuite, selon le scénario où les banques autonomes octroieraient des prêts, il serait possible de faire croître uniquement certains secteurs de l'économie en en faisant décroître d'autres. Reprenons l'exemple d'une banque disposant de 200.- qui accorde des prêts de 100.- à deux entreprises ; l'une que nous voulons favoriser, l'autre que nous voulons faire décroître. La banque pourrait accorder un prêt avec un taux d'intérêt de -5% à la première entreprise et un prêt avec un taux d'intérêt de +5% à la seconde. La première devrait restituer 95.- tandis que la seconde 105.-. Les prêts avec des taux d'intérêt négatifs diffèrent donc profondément de la dynamique des prêts du système actuel et permettent de mieux contrôler la croissance/décroissance du PIB. Les secteurs considérés comme nuisibles pourraient être sanctionnés de manière sélective, tandis que d'autres secteurs pourraient croître, prospérer et créer les biens, services et emplois nécessaires. **Du moment que l'économie consomme, produit et utilise de moins en moins de biens et d'énergie (surtout fossile), certains secteurs pourraient continuer à se développer, innover et fournir les choses essentielles dont nous avons besoin.**

Dans le cas d'un système de finance alternative fonctionnant avec des subventions, l'impératif de croissance disparaîtrait également. Les fonds pourraient contrôler la croissance/décroissance en accordant des subventions plus ou moins importantes aux entreprises. Les taxes sur les entreprises pourraient également être adaptées afin de pénaliser certaines firmes plus que d'autres. De cette manière, il serait également possible de favoriser des projets durables dans des secteurs qui ont encore besoin de croître.

Le système basé sur le financement des entreprises par le biais de prêts, qu'elles doivent ensuite rembourser, peut sembler exercer une pression assez forte sur celles-ci pour qu'elles soient économiquement viables et génèrent suffisamment de revenus pour rembourser la banque. Cependant, nous pensons qu'il est important de s'assurer que l'argent prêté (qui est une ressource collective) ne soit pas gaspillé. De ce fait, exercer une certaine pression nous semble judicieux.

Le financement par la subvention (et aussi les prêts à intérêt négatif) représente en revanche un autre type de défi. Afin de s'assurer que les entreprises produisent, vendent et embauchent avec l'argent qu'elles reçoivent de la banque locale ou du "fond d'investissement", ces institutions devraient probablement contrôler les activités des entreprises, après leur avoir accordé le prêt. Sinon, nous courons le risque que l'investissement finisse dans les poches de personnes prétendant par exemple vouloir créer une entreprise, mais qui en réalité ne le feront jamais.

Un autre aspect à garder à l'esprit est que certains secteurs qui doivent décroître jouent encore un rôle essentiel (gaz, pétrole, certains types de nourriture) et concernent des biens assez inélastiques. Il sera donc important de leur accorder une attention particulière afin que chaque personne puisse toujours avoir accès à ses besoins fondamentaux. Certaines entreprises, appartenant à un secteur qui doit décroître, pourraient utiliser des stratégies agressives afin de maintenir leur activité (en essayant de faire baisser les salaires, etc.). Il sera important d'exercer un contrôle strict sur les actions de celles-ci.

Autres différences (l'autofinancement et l'épargne)

Après avoir décrit les grandes lignes de notre modèle alternatif, quelques divergences persistent entre les auteur·ices, concernant d'autres aspects plus concrets relatifs à l'investissement dans un système post-capitaliste. La première question est centrée sur le problème de savoir si les entreprises doivent pouvoir s'**autofinancer** ou non. Dans certaines propositions, les entreprises ne sont pas autorisées à utiliser leur excédent pour réinvestir dans l'entreprise (Borrits, 2018). Elles sont financées uniquement par de l'argent provenant d'institutions extérieures qui n'ont aucun droit de décision sur leurs activités et qui sont elles-mêmes autogérées. Seules ces banques peuvent décider, en fonction de choix faits collectivement, à qui elles veulent prêter de l'argent. L'excédent de l'entreprise (c'est-à-dire l'argent encore disponible après tous les paiements requis) peut être utilisé par les travailleur·euses pour augmenter leurs salaires.

D'autres propositions permettent aux entreprises de le réinvestir partiellement dans leurs propres structures (Friot, 2021). Cependant, cela implique que de grandes entreprises polluantes (GAFAM & co), générant beaucoup de revenus, seront susceptibles de rester en activité beaucoup plus longtemps. En revanche, si elles n'étaient pas autorisées à utiliser leurs bénéfices pour se développer, elles seraient plus étroitement dépendantes des institutions démocratiques. Comme les entreprises seraient dans ce cas également évaluées sur base de leur impact écologique, et du respect des droits humains par exemple, il serait plus compliqué de poursuivre longtemps leurs activités destructrices. D'un autre côté, cela donne aux entreprises plus d'autonomie que dans un système dépourvu d'autofinancement. Un système qui serait capable de faire la différence entre les grandes entreprises nuisibles et les petites entreprises locales est peut-être, en ce qui concerne cette question, la meilleure solution. En effet, il serait impossible pour les entreprises ayant un impact environnemental et social conséquent d'utiliser leurs revenus comme source d'investissement, alors que les entreprises plus petites et moins problématiques jouiraient de plus de liberté.

Un autre point de divergence concerne la question de la **mobilisation de l'épargne** comme source de financement de l'économie. La plupart des auteur·ices imaginent le financement de l'économie par des systèmes qui ne reposent pas sur l'épargne des ménages (autrement dit, l'argent que les gens n'utilisent pas et qui est généralement placé sur un compte en banque). C'est un grand changement par rapport à aujourd'hui, où l'épargne des gens est utilisée soit par les propriétaires du compte eux-mêmes, soit par leur banque pour investir. En revanche, dans le modèle alternatif, l'argent des ménages inutilisé serait donc simplement stocké et ne fluctuerait pas. De cette façon, il ne serait pas possible d'accumuler plus d'argent avec de

l'épargne personnelle. De plus, un important facteur d'inégalité disparaîtrait étant donné que de nombreuses personnes gagnent aujourd'hui de l'argent grâce au rendement de leurs placements d'épargne.

Un exemple concret

Pour résumer et pour replacer cela dans un contexte suisse, voyons à quoi pourrait ressembler la mise en place d'un système sans capital privé et basé sur l'orientation collective des grands choix économiques.

Lors d'un vote national organisé régulièrement, par exemple une fois par an, les citoyen·nes décideraient de l'allocation des ressources financières dans l'économie : faut-il allouer plus d'argent au secteur de la santé qu'à celui de l'industrie ? Le secteur des combustibles fossiles doit-il être plus ou moins mis en avant que celui des énergies renouvelables ? Sur la base de la proposition de Benoît Borrits, par exemple, ce résultat devrait ensuite être converti par la Banque Nationale Suisse (BNS) en taux d'intérêt différenciés (en fonction de chaque secteur et principalement pour les crédits à long terme). Ces taux différentiels constitueraient une forme de taux directeur¹⁰. La BNS n'aurait pas exactement les mêmes tâches qu'aujourd'hui : elle devrait essentiellement s'assurer que les banques commerciales respectent le résultat du vote. En plus de cela, elle agirait également comme un fonds qui prêterait de l'argent aux banques commerciales. Ces banques commerciales prêteraient alors à leur tour aux client·es et aux entreprises les sommes qui leur auraient été données par la Banque Nationale.

Les entreprises (qui seraient autogérées par les travailleur·euses) devraient s'adresser à une banque commerciale (qui elle-même n'aurait pas d'actionnaires) pour le financement de leurs activités, puisqu'elles ne pourraient plus utiliser leurs propres fonds, ni accepter de capitaux privés. Ces banques pourraient être, par exemple, les banques suisses actuelles mais sans actionnaires, et devraient suivre les taux d'intérêt différenciés (eux-mêmes issus de votes populaires) pour accorder des prêts. Les banques actuelles (UBS, Raiffesien, etc.) pourraient remplir ce rôle. Cependant, dans un premier temps, il serait peut-être plus simple de commencer avec des banques qui ne sont pas entièrement privées, comme La Poste ou les banques cantonales.

Les entreprises devraient négocier un prêt avec un taux d'intérêt plus ou moins favorable en fonction du secteur dans lequel elles sont actives, ou du type d'activité qu'elles exercent. Par exemple, si la Suisse décide en votation de favoriser le secteur des "petit·es et moyen·nes commerçant·es de proximité" par rapport à celui de la "production alimentaire industrielle", une entreprise comme Nestlé devrait faire face à un taux d'intérêt beaucoup plus élevé qu'une épicerie de quartier qui serait même subventionnée par des prêts à taux négatifs. Cela réduirait considérablement le prix des produits et services considérés comme importants et écologiques, tels que les vélos ou les aliments locaux et biologiques. Ce mécanisme permettrait de nouvelles opportunités, innovations et emplois, uniquement dans les secteurs écologiques, tandis que les activités polluantes deviendraient moins rentables et seraient contraintes de diminuer, voire de disparaître, si elles ne se transforment pas radicalement.

¹⁰ Le taux directeur est le taux d'intérêt que les banques doivent respecter lorsqu'elles se financent auprès de la banque centrale. Il existe déjà dans le système actuel.

L'ajustement des taux d'intérêt devrait évidemment être calculé par les banquier-es de la BNS pour arriver à un arrêt de la croissance, voire une décroissance contrôlée et stable (de quelques pourcents par an).

Nous sommes conscient-es qu'une transition vers un tel système n'est pas simple, notamment en raison des détenteur-ices de capitaux qui pourraient menacer de retirer leur argent du pays, lorsqu'ils-elles jugeraient la situation trop dangereuse, déstabilisant ainsi l'économie. Cela soulève la question de la transition vers un système sans investissement privé. Cependant, une fois qu'un tel système sera mis en place, la nécessité d'attirer à tout prix des capitaux privés et la question de la fuite des capitaux ne seront plus à l'ordre du jour puisque l'investissement ne dépendra plus des actionnaires.

Une transition ne se fera pas non plus sans la fermeture de grandes entreprises et le déplacement des travailleur-euses d'un secteur à l'autre. On conçoit bien que le soutien à une transition écologique profonde est impossible si les employé-es risquent de perdre leur place de travail ou de tomber dans la précarité. Pour cette raison, il n'est pas suffisant de penser uniquement à la reconstruction du système d'investissement. Il faut également, comme l'ont fait la plupart des auteur-ices que nous avons cité-es s, réfléchir à la construction d'une "garantie de sécurité économique" pour tous-tes les citoyen-nes qui viendrait compléter les changements dans les relations de propriété évoqués plus haut. Les questions autour de la forme que pourrait prendre cette garantie, ainsi que les avantages et inconvénients de chaque proposition, feront l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 3 : Travail et garantie économique

Qu'est-ce qu'une garantie économique ?

La garantie économique renvoie à un certain nombre de mesures permettant à toute personne d'avoir ses besoins essentiels couverts et d'avoir un niveau de vie décent.

Pourquoi avons-nous absolument besoin d'une garantie économique ?

Elle est d'abord nécessaire pour **sécuriser le bien-être de tous-ttes dans le cadre des modifications économiques radicales** - mais nécessaires - dont nous avons parlé dans les chapitres précédents. Comme nous l'avons vu, il est nécessaire de repenser les droits de propriété et les choix économiques importants pour rendre l'économie écologique. Il est clair également qu'un changement de système aussi disruptif que la suppression de l'obligation de croissance engendra de grandes turbulences dans la période transitoire. La transformation de l'économie aura comme conséquence que beaucoup de places de travail seront supprimées ou redéfinies, que certains secteurs de l'économie fermeront tandis que d'autres auront besoin de plus de postes. Pour garantir la réussite de la transition et trouver le soutien de toute la population, il est nécessaire de trouver une voie pour assurer le bien-être de celle-ci. Aussi longtemps que les revenus et l'inclusion sociale seront complètement dépendants du marché du travail, la majorité de la population ne soutiendra probablement pas un changement fondamental du système.

Deuxièmement, la garantie économique est nécessaire pour **sortir du paradigme de la croissance**. Actuellement, la raison (officielle) qui pousse les gouvernements à pousser pour plus de croissance économique est le chômage. La théorie économique néoclassique indique que l'économie doit croître pour maintenir le chômage à un niveau bas (loi d'Okun). Afin de sortir du paradigme de croissance, il est donc nécessaire de dissocier la relation entre croissance et emploi. Des solutions possibles sont la garantie de travail, la diminution du temps de travail ou un revenu de base. Nous expliquerons certaines de ces solutions par la suite.

Troisièmement, une garantie économique est nécessaire pour **rendre possible une vraie démocratie**. Une décision dans l'intérêt de tous-ttes n'est possible que lorsque l'individu n'a pas à se préoccuper de ces moyens de subsistance. Ceci est surtout important à la lumière des arguments du chapitre 2 soutenant que l'économie devrait être orientée par des décisions démocratiques. Le succès d'une transformation de la société dans une direction écologique dépendra de la volonté des personnes d'aller dans ce sens – elles ne seront pas favorables à une telle transformation tant que leur vie dépendra d'un travail non écologique. Une garantie économique donnera donc à tout le monde la possibilité de prendre une décision démocratique sans la "pression de survie" car une vie décente leur sera toujours assurée.

Finalement nous avons besoin d'une garantie économique pour **réduire les inégalités**. La montée du capitalisme alla de pair avec une augmentation drastique des inégalités dans le monde. Il s'agit maintenant de combattre ces inégalités pour arriver à une société plus juste où toute personne a le droit et la possibilité de vivre décemment. Une sécurité économique pour tous-ttes est un premier pas vers une base permettant de protéger les personnes de la pauvreté et de diminuer les inégalités.

Plusieurs propositions cherchent à répondre à la nécessité d'assurer une vie décente pour tous-ttes, en limitant la dépendance de chacun-e au marché de l'emploi. La première série de mesures a pour but de fournir une sécurité économique grâce à une garantie de travail pour toutes et tous. La deuxième série de mesures vise à garantir une rémunération mensuelle pour

chaque personne. La troisième et dernière série de mesures cherche à fournir une garantie économique en assurant la couverture des besoins et des droits fondamentaux de chacun·e.

Assurer une garantie économique....

...par une Garantie d'Emploi

Plusieurs auteur·ices soutiennent l'idée d'un "droit au travail pour tous·tes".

Le modèle de Tcherneva

Certain·es auteur·ices (Tcherneva, 2020) sont d'avis que l'état devrait devenir "**l'employeur de dernière instance**". Il créerait des postes de travail dans les domaines sociaux et écologiques, pour que des personnes ayant dû quitter leur travail dans des entreprises nuisibles à l'environnement puissent retrouver un emploi. Un **programme de formation continue** serait aussi fourni afin de permettre à n'importe qui d'acquérir les nouvelles compétences nécessaires à leur nouveau travail. Dans la plupart des propositions, l'implémentation de cette garantie à l'emploi serait organisée localement.

Le modèle d'ATTAC, la fondation Copernic, les Economistes atterrés

D'autres auteur·ices estiment que ce droit devrait prendre la forme d'une **formation gratuite et garantie**. Les travailleur·euses en reconversion professionnelle devraient recevoir un salaire équivalent à l'ancien pendant cette formation et jusqu'au moment où ils·elles auront trouvé un nouvel emploi (Les économistes atterrés, 2017 ; Collectif, 2011). Ce montant serait fourni par une **contribution de toutes les entreprises**. Cela pourrait être combiné avec une réduction du temps de travail sans perte de salaire. En effet, la meilleure solution pour garantir un travail pour tous·tes est une meilleure distribution de la totalité de la charge de travail d'une société. Il paraît peu logique que des personnes se trouvent au chômage alors que d'autres sont surchargées.

Le modèle de Swaton

Certain·es économistes soulignent l'importance d'un accompagnement effectif pour aider à la reconversion et l'insertion, par exemple sous la forme de **coopératives pour la transition** (Swaton, 2018). Swaton propose un **revenu de transition écologique** (RTE), qui prendrait la forme d'un salaire octroyé à toute personne ayant décidé de travailler pour un emploi listé comme important écologiquement ou socialement. Une deuxième condition pour bénéficier de ce revenu serait l'adhésion à une "structure démocratique" comme une coopérative. Swaton critique les propositions qui octroient simplement un revenu à tous·tes, sans réfléchir aux impacts écologiques d'une telle politique. Elle met donc l'accent sur l'importance d'un soutien et d'une formation sur les questions d'écologie.

Le système de sécurité économique de Borrits

Une autre variante de la garantie d'emploi est le **système de sécurité économique** de Borrits (Borrits, 2018), qui consiste en un revenu partiel assuré (salaire minimum socialisé) et un salaire variable selon la performance économique, c'est-à-dire l'emploi de la personne. Ce salaire minimum socialisé serait financé par une contribution des entreprises, qui devront

toutes rediriger une partie de leurs bénéfices vers un pot commun. De là, cet argent serait ensuite versé à chaque travailleur·euse actif·ve dans l'économie. Il ne s'agirait donc pas d'un coût important pour les entreprises, puisqu'elles bénéficieraient elles-mêmes du revenu minimum pour payer une partie du salaire de leurs employé·es. Les entreprises qui favorisent l'emploi de personnes (plutôt que de machines) seraient de cette manière d'autant plus soutenues, tandis que des entreprises générant de gros revenus mais ayant relativement peu d'employé·es (à l'exemple d'entreprises basées sur la technologie, comme Apple, Airbnb, Spotify etc) toucheront proportionnellement moins d'argent. Ceci pourrait dissuader les entreprises de licencier leurs employé·es pour les remplacer par des machines et pourrait même encourager la création de nouvelles entreprises, car celles-ci pourraient dès le départ offrir à chaque collaborateur·ice ce salaire minimum. Le chômage diminuerait et pourrait s'accompagner d'une réduction du temps de travail. De ce fait, on pourrait s'approcher du plein emploi.

La proposition de Borrits précise également que les chômeur·euses doivent continuer à recevoir des prestations sociales. En général, une grande partie des propositions pour une garantie d'emploi sont favorables à l'idée que les prestations sociales soient automatiquement payées aux chômeur·euses afin de leur éviter des démarches administratives trop complexes. Actuellement, les personnes nécessitant et ayant droit à des allocations sociales doivent remplir des formulaires, des questionnaires, subir des contrôles etc. Ceci a pour conséquence que certaines personnes ayant droit à ces bénéfices ne les perçoivent pas car le processus administratif est trop lourd ou opaque.

Finalement, la proposition de Borrits cherche à **libérer les employé·es de la contrainte de maximiser l'intensité de leur travail, tout en gardant une certaine incitation monétaire au travail**. La proposition laisse délibérément une place pour décider démocratiquement du rapport entre le revenu socialisé et un salaire standard. Il va de soi que le salaire socialisé doit être assez conséquent pour garantir à tout·e travailleur·euse une vie décente. Benoit Borrits souligne qu'un tel concept, implémenté dans une économie sans investissement privé, atténuerait les risques et les incertitudes de l'économie. En effet, les propriétaires d'une entreprise ont actuellement un salaire qui varie énormément en fonction de la performance de leur entreprise. Ils·elles doivent d'abord rembourser les crédits, payer leurs employé·es etc avant de pouvoir toucher au profit, qui constitue donc leur rémunération personnelle. Si les actionnaires sont supprimé·es, les travailleur·euses devront eux·elles-mêmes subir les conséquences des fluctuations économiques. Le système de sécurité économique de Borrits garantit qu'une partie fixe du salaire de tout·e travailleur·euse soit fournie par les revenus de *l'ensemble* des entreprises de l'économie, ce qui garantit une stabilité des salaires et constitue donc une bonne solution à ce problème.

...par une garantie de revenu

Revenu de base universel

Une autre proposition célèbre est celle du revenu de base inconditionnel. Le revenu de base inconditionnel (RBI) est un **revenu fixe versé à tout le monde de manière régulière et sans conditions**. Selon ses partisans, la mise en œuvre d'un tel revenu aurait de nombreux effets positifs pour la société. Le RBI ne se contente pas d'assurer la subsistance de chacun.e. En effet il donne aussi aux gens la liberté de chercher un emploi qui a du sens et où ils·elles trouveront accomplissement et reconnaissance (van Parijs, 2000). Donner aux gens le pouvoir de refuser les emplois qu'ils·elles ne veulent pas contribue également à restructurer l'économie. Les emplois désagréables sont susceptibles de faire face à des pénuries de travailleur·euses, ce qui entraînera deux résultats possibles : soit l'emploi est suffisamment important pour qu'il y ait une augmentation de salaire suffisante, soit l'emploi n'est pas assez

important et il disparaîtra (Mylondo, 2018 ; Schachtschneider, 2014). Certain-es ajoutent qu'un service civil obligatoire (qui pourrait durer quelques années) pourrait être mis en place pour s'assurer que les tâches importantes pour la société, mais que personne ne veut faire volontairement, soient prises en charge par chacun-e de manière égale (Gorz, 1997 ; Lordon, 2021). De plus, le RBI rend l'État moins bureaucratique (Friedman, 1964), réduisant ainsi la quantité d'argent circulant dans l'administration. Les sommes vont directement aux personnes qui ont en besoin.

Concernant le financement du RBI, différentes propositions existent, par exemple une taxe carbone, une taxe sur les transactions financières, ou une taxe sur les hauts revenus. Toutes ces propositions ont le même problème : elles ne fonctionnent que dans un système où trop de carbone est émis, où le capital privé existe encore, où les inégalités demeurent. Elles n'ont de sens qu'à court terme, dans le système actuel. Ainsi, une alternative serait que le RBI soit **financé par une contribution générale de chaque entreprise**, sous la forme d'un impôt progressif sur leurs revenus (Friot, 2012 ; Borrits, 2018, 2020). Il convient de mentionner que certain-es auteur-ices s'attaquent au problème des inégalités de revenus, en mettant simplement en place une limite supérieure pour les revenus, afin que personne ne gagne plus de quatre fois le salaire des autres¹¹ (Liegey, Madeleine, Ondet et Vieillot, 2013 ; Mylondo).

Il existe un certain nombre de débats entre les partisan-es du RBI et ceux-celles de la garantie d'emploi. Les partisan-es de la garantie de l'emploi soulignent l'importance du travail pour l'intégration sociale et la qualité de vie. Pour elles-eux, il est donc crucial de garantir l'accès à un emploi à tous-tes et de parvenir à une économie de plein emploi. Les partisan-es du RBI soutiennent que de nombreuses activités non rémunérées sont tout autant importantes, par exemple s'occuper des enfants, aider les voisins, etc. Un RBI permettrait aux gens d'investir beaucoup plus de temps dans ces activités autonomes et coopératives. Cependant, certaines critiques affirment qu'un RBI représente une forme de "solidarité froide" et que les personnes sans emploi ou sans appartenance sociale ne reçoivent qu'un revenu mais aucune possibilité réelle de s'intégrer dans la société (Swaton, 2018).

Certaines critiques du RBI redoutent qu'une telle politique permettrait aux employeur-euses d'augmenter la charge de travail et de réduire les salaires, mais cette critique ne s'applique pas dans une société où les travailleur-euses ont un droit de décision dans leurs entreprises, comme nous avons proposé au chapitre 2.

Sur le financement du RBI, certain-es économistes remettent en question la possibilité même d'assurer un revenu à chacun-e indépendamment de son activité : pour pouvoir partager les produits de l'économie, y compris sous forme d'argent, il faut s'assurer qu'ils ont bien été produits (Les économistes atterrés, 2017). Il faut créer suffisamment de plus-value pour pouvoir la redistribuer sous forme monétaire. Concrètement, l'hypothèse sous-jacente de cet argument est que l'on ne produirait pas assez de biens et de services pour assurer une vie décente.

Nous voulons ajouter ici que le RBI et les garanties d'emploi ne s'excluent pas mutuellement. Il est envisageable de les mettre en place les deux conjointement.

¹¹ Des auteur-ices ont montré que les riches ont un impact beaucoup plus important sur l'environnement (Kempf Hervé, Comment les riches détruisent la planète, et autre). Les inégalités renforcent également les modes de vie nuisibles à l'environnement et créent des souhaits qui ne sont pas généralisables.

...par la garantie de la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux

Services de base universels

L'idée des services de base universels (SBU) (Coote et Percy, 2020) a été avancée comme contre-proposition à l'idée du revenu de base inconditionnel que nous avons évoqué plus haut. Les partisan-es des SBU soutiennent que, pour garantir une bonne vie à chacun-e, nous devons cesser de mettre un prix sur tout et de vouloir résoudre tous les problèmes possibles (y compris les problèmes sociaux et environnementaux) avec de l'argent. Par conséquent, au lieu de donner à chacun-e un revenu mensuel, ils-elles veulent assurer la sécurité économique par un **renforcement et une généralisation des services publics**. En général, les propositions des SBU englobent des services tels que l'accès au soin, à l'éducation, aux services juridiques, la démocratie, le logement, la nourriture, le transport et l'information.

Cependant, ces services ne seraient pas décidés à l'avance et mis en œuvre de la même façon dans chaque pays/région. Un aspect essentiel de ce concept est la délibération démocratique de ce que devraient être ces besoins et ces droits, et de la manière dont ils devraient être fournis. Il pourrait par exemple y avoir un vote national ou régional sur les services/besoins que nous voulons fournir gratuitement à tous-tes. Ensuite, ces besoins seraient repris au niveau local et organisés avec les coopératives ou les entreprises sociales existantes. Le rôle de l'État consisterait à fournir les fonds nécessaires à chaque entité locale pour que ces besoins soient couverts, sans que l'État soit le fournisseur concret de ces services. Par exemple, un pays pourrait voter pour que les services d'hébergement et les services juridiques soient gratuits. Au niveau communal, une décision serait prise sur la manière dont ces services devraient être organisés. Il pourrait s'agir, par exemple, de soutenir et de créer davantage de coopératives de logement locales, afin de garantir que toute personne ayant besoin d'un toit puisse en recevoir un. En ce qui concerne les services juridiques, une décision pourrait être prise au niveau communal pour que les avocat-es de la commune reçoivent des fonds directs du budget des SBU, lorsqu'ils fournissent des services juridiques qui répondent aux critères des "services juridiques des SBU gratuits" (établis par le vote national).

L'idée de services de base universels est une extension du concept actuel des services publics pour lesquels les syndicats de travailleur-euses et d'autres groupes de citoyen-nes se battent depuis très longtemps. La différence essentielle réside dans les **délibérations démocratiques** concernant ces besoins et ces droits, ainsi que dans l'étendue qu'ils visent à couvrir.

...par une combinaison

Les idées présentées ci-dessus ne s'excluent pas les unes des autres. On pourrait imaginer fournir une garantie économique à tout le monde en combinant ces propositions. Par exemple, les partisan-es des UBS sont clair-es sur le fait que leur proposition est là pour créer un filet de sécurité fort et solide. Toutefois, si nous voulons préserver une plus grande liberté individuelle dans les choix de vie, ce filet pourrait être combiné avec une garantie d'emploi pour tous-tes par exemple, où les gens sont libres de dépenser leurs revenus pour ce qu'ils-elles apprécient le plus.

Une autre proposition, l'**allocation d'autonomie** (Liegey et al., 2013), imagine également à quoi pourrait ressembler une combinaison de ces différentes propositions. De manière

similaire aux SBU, une liste de droits qui devraient être garantis afin que chacun·e puisse vivre décemment, est d'abord établie (liste qui pourrait être décidée par un vote national). Ensuite, pour chaque droit, on examine quelle mesure est la plus appropriée. Par exemple, le logement pourrait être garanti par les services publics, tandis que l'accès à la nourriture pourrait être mieux garanti par une allocation mensuelle en monnaie locale afin que les gens puissent faire des choix individuels de consommation alimentaire.

Pour résumer ce chapitre, il existe trois types de propositions pour une garantie économique : une garantie d'emploi, une garantie de revenu et une garantie de droits et de besoins. Ces trois propositions ont des variantes qui ont le même but mais des priorités différentes. La caractéristique essentielle de ces propositions est qu'elles assurent un socle matériel suffisant à tous·tes. Cela permet à toute personne de ne plus être autant dépendant·e de son emploi actuel, car s'il·elle était licencié·e, il·elle n'aurait plus à craindre d'être une certaine exclusion sociale ou de devoir compter sur l'assurance chômage pour s'en sortir.

Un exemple concret

Imaginons que la Suisse ait voté en faveur de l'établissement d'une garantie économique par une combinaison de services de base universels et d'une garantie d'emploi.

Tout d'abord, pour définir plus précisément les SBU, un vote national serait organisé pour décider, en tant que pays, quels sont les besoins fondamentaux que nous souhaitons voir couverts publiquement. Imaginons qu'il ait été décidé, entre autres, que les SBU devraient comprendre le logement et le transport. Au niveau des villes/régions, des délibérations démocratiques sont alors organisées pour décider comment ces services seront coordonnés. Par exemple, en ce qui concerne le logement, la délibération pourrait déboucher sur la décision de soutenir le développement de plus de coopératives de logement dans les villes/régions, et que toute personne ayant besoin d'un appartement puisse obtenir une part dans ces coopératives. La décision pourrait également aboutir à la transformation de tous les bâtiments inutilisés en coopératives de logement. En ce qui concerne les transports, le vote national pourrait décider de la gratuité des transports publics pour tous·tes dans l'ensemble de la Suisse, mais les délibérations locales pourraient encore décider dans quels transports publics locaux les villes et régions souhaitent investir.

Deuxièmement, la garantie d'emploi signifie que tous·tes les habitant·es du pays auraient la possibilité de trouver un emploi s'ils·elles le souhaitent. Imaginons une Bernoise qui vient de perdre son emploi de technicienne chez Holcim, l'entreprise de production de ciment, en raison de la fermeture de l'entreprise. Bien que ses besoins de base soient toujours couverts par les SBU (transports gratuits, santé, logement, etc.), elle souhaite pouvoir acheter des produits alimentaires spécifiques qu'elle préfère, ou pratiquer des activités sportives ou des loisirs, et veut donc continuer à avoir un emploi et un salaire. Elle passe un certain temps à chercher un emploi dans le secteur privé, mais se voit refuser la plupart des offres qui correspondent à ses compétences et proposent un salaire décent. Elle décide alors de s'adresser à l'organisation locale de garantie d'emploi (mise en œuvre par le modèle de Tcherneva décrit ci-dessus), où elle, secondée par les employé·es du programme de garantie d'emploi décident ensemble d'un emploi utile à la société, adapté à ses compétences et à ses capacités. Au vu de son travail précédent de technicienne chez Holcim, elle est embauchée par l'entreprise publique locale en tant que responsable de l'entretien des bus. Elle est employée à mi-temps, et payée directement par le gouvernement suisse dans le cadre du programme de garantie d'emploi.

Conclusion

Dans cette publication, nous avons essayé de montrer pourquoi, dans une perspective écologique, nous avons besoin d'un changement de système, et à quoi ce changement pourrait ressembler. Étant donné que la croissance économique est fortement destructrice de notre environnement, et que la croissance verte est peu probable, nous devons effectuer une transition vers une économie capable de rompre avec cette logique. Ceci est impossible au sein du système économique actuel. Nous avons expliqué dans le chapitre 1 quels mécanismes poussent continuellement l'économie vers la croissance et vers la destruction de l'environnement. Nombre de ces mécanismes sont générés par le secteur financier, et sont liés aux relations de pouvoir dans les sphères politique et économique. Nous pensons qu'il est irresponsable de laisser quelques personnes riches¹² et quelques entreprises avant tout guidées par le profit décider seules du futur de l'humanité.

Afin de résoudre ces problèmes, nous nous sommes concentré-es sur la **démocratisation de l'économie, et particulièrement sur les décisions concernant les investissements. Pour assurer que le processus démocratique ne soit pas dominé par la lutte pour la survie individuelle, nous avons également introduit diverses formes de garanties économiques.** Ces deux piliers permettent ensemble que les décisions démocratiques orientant l'économie incluent des facteurs tels que l'écologie, le bien-être immatériel et la solidarité.

Toutefois, nous nous sommes uniquement attardé-es sur la question des institutions à mettre en place. Les modèles que nous avons présentés ne sont pas suffisants pour faire décroître notre économie actuelle et créer une société écologique. Notre société est imprégnée de valeurs et de normes liées au bien-être matériel et au productivisme. Le système éducatif est souvent tourné vers la productivité économique et vers une division du travail importante. Bon nombre de nos institutions dépendent directement de la croissance (par exemple le système de retraites).

En plus de rompre le lien entre nos institutions et la croissance, de nombreuses transformations sociétales seront nécessaires pour avancer vers une économie écologique. Nous devons opérer un **changement de mentalité**, qui valorise des choses non-matérielles telles que le temps libre, la communauté, la nature ou le bonheur. Nous devons construire des structures parallèles qui satisfont les besoins, indépendamment de la croissance et des structures non-écologiques. Ceci peut prendre la forme de fermes ou jardins collectifs, de coopératives alimentaires, de logements sociaux coopératifs, de réseaux de *care* locaux, de projets de partage, de *repair-cafés*, etc. La réalisation d'une société véritablement écologique est une lutte qui est beaucoup plus large qu'une lutte purement économique. Elle requiert également un changement politique, culturel et sociétal. Ce n'est qu'en suivant cette voie que nous pouvons réaliser une transition vers une société plus écologique, plus sociale, plus saine et plus heureuse.

Ce document de synthèse offre un aperçu des futurs possibles et de leurs mécanismes économiques de base. Il défend l'idée que nous devons nous battre pour des mesures qui résolvent réellement les problèmes que nous avons décrits. Il matérialise une volonté à ne pas se satisfaire des solutions néo-libérales qui nous sont actuellement offertes, mais au contraire à revendiquer de réelles alternatives.

¹² Dont la plupart sont en fait des hommes.

Bibliographie

Albert Michael & Hahnel Robin, *Realizing Hope : Life Beyond Capitalism*, Zed Press, 2006.

Andréani Tony, *Le socialisme est (à)venir*, Syllepse, 2001.

Bihoux Philippe, *L'Âge des low-tech : Vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil, 2014.

Borrits Benoît, *Au-delà de la propriété: pour une économie des communs*, La Découverte, 2018.

Borrits Benoît, *Virer les actionnaires. Pourquoi et comment s'en passer?*, Syllepse, 2020.

Bourg Dominique, Salerno Gabriel, *Les scénarios de la durabilité*, Bookbon, 2014.

Collectif, *Pour le droit à l'emploi*, Syllepse, 2011.

Coutrot Thomas, *Jalons vers un monde possible*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2010.

BP statistical review of world energy 2020: les chiffres clés de l'énergie dans le monde, connaissances des énergies, 17.06.2020. Found at : <https://www.connaissancedesenergies.org/les-chiffres-cles-de-lenergie-dans-le-monde-en-2019-200617>

Collectif : Harribey Jean-Marie ; Marty Christiane ; Eydoux Anne ; Fondation Copernic (France) ; Économistes atterrés (Paris), *Faut-il un revenu universel?*, Edition de l'atelier, 2017.

Collectif Les Economistes Atterrés, Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Jonathan Marie, Dominique Plihon, et al. *La Monnaie. Un enjeu politique*. Le Seuil 24, 2018.

Coote, Anna, and Andrew Percy, *The case for universal basic services*, John Wiley & Sons, 2020.

Devine Pat, *Democracy and economic planning*, Westview Press, 1988.

Devine Pat, « Participatory planning through negotiated coordination », *Science and society*, Vol. 66, n°1, Spring, 2002.

Elson Diane, "*Socialiser les Marchés, Démocratiser l'Economie*" on <https://secession.fr/>.

Elson Diane, « *Market socialism or socialization of the market* », *New Left Review*, I/172, nov-dec 1988.

European Environmental Bureau. 2019. *Decoupling debunked - Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability*.

Federici Silvia, *Re-enchanting the world : feminism and the politics of the commons*, PM Press, 2019.

Friedman, M., 1964. *Poverty: A Direct Approach*.

Friot Bernard, *L'enjeu du salaire*, La Dispute, 2012.

Friot Bernard et Lordon Frédéric, *En travail. Discussion sur le communisme*, La Dispute, 2021.

Gorz André, *Misère du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.

Inter-American Development Bank, Assessment of participatory budgeting in Brazil, Washington D.C., April 2005, found at :
<https://publications.iadb.org/publications/english/document/Assessment-of-Participatory-Budgeting-in-Brazil.pdf>

Jancovici Jean-Marc, *L'économie peut-elle décroître*, 2014 : [L'économie peut-elle décroître ? – Jean-Marc Jancovici](#)

Khalfa Pierre, *Questions sur la planification*, Les Possibles, n°22, 2020.

Locher Fabien, *L'océan en communs. Épuisement des ressources, appropriations et communautés*, in *Annales des Mines*, n°92, 2018. <https://www.cairn.info/revue-responsabilite-et-environnement-2018-4-page-10.htm>.

Lordon Frédéric, *Figure du communisme*, La fabrique, 2021.

Lordon Frédéric, *Fermer la finance, Série la pompe à phynance*, 2020 :
<https://blog.mondediplo.net/fermer-la-finance>

Losmann C., *Oeconomia Dokumentation*, 2020 :
<https://www.3sat.de/film/dokumentarfilmzeit/oeconomia-100.html>

Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance – Manifeste pour une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie*, Utopia, 2013.

Malm Andreas, *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, Verso, 2016.

Mandel Ernest, *In Defense of Socialist Planning*, *New Left Review*, No.159, September-October 1986, pp.5-37.

Mylyondo Baptiste, *Pour un revenu sans condition: garantir l'accès aux biens et services essentiels*, Utopia, 2018.

Ostrom Elinor, *Nested externalities and polycentric institutions: must we wait for global solutions to climate change before taking actions at other scales?* On :
https://www.jstor.org/stable/41408716?seq=1#metadata_info_tab_contents

Parrique Timothée, *Decoupling debunked, Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability*, 2019. [Decoupling-Debunked.pdf \(eeb.org\)](#)

Pitron Guillaume, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les liens qui libèrent, 2018.

Phillips, L., Rozworski, M., *The people's republic of Walmart how the world's biggest corporations are laying the foundation for socialism*, Jacobin series. Verso, 2019.

Richters, O., Siemoneit, A., *Growth imperatives: Substantiating a contested concept*, Structural Change and Economic Dynamics, Volume 51, 2019.
<https://doi.org/10.1016/j.strueco.2019.07.012>.

Samary Catherine, « *Mandel et les problèmes de la transition au socialisme* », in Achcar, *Le marxisme d'Ernest Mandel*, Collection Actuel Marx Confrontation, PUF, 1999.

Schachtschneider, U., *Freiheit, Gleichheit, Gelassenheit: mit dem ökologischen Grundeinkommen aus der Wachstumsfalle*. oekom verlag, 2014.

Schweickhard David, *After capitalism*, Rowman & Littlefield Publishers, 2002.

Schweickhard David, "Economic Democracy. A worthy socialism that would really work.", 1992

Seurot François, *Le système économique de l'URSS*, Paris, Presses universitaires de France, 1989.

Swaton Sophie, *Pour un revenu de transition*, PUF, 2018.

Tanuro Daniel, *Trop tard pour être pessimistes! Ecosocialisme ou effondrement*, éditions Textuel, Conti, 2020.

Tcherneva R. Pavlina, *The Case for a Job Guarantee*, Cambridge, Polity Press, 2020.

Van Parijs, P., 2000. *A Basic Income for All*
<http://bostonreview.net/archives/BR25.5/vanparijs.html>

Varoufakis Yanis, *Another Now. Dispatches from an Alternative Present*, Vintage, 2021

William F. Lamb, Michael Grubb, Francesca Diluiso & Jan C. Minx (2022) *Countries with sustained greenhouse gas emissions reductions: an analysis of trends and progress by sector*, *Climate Policy*, 22:1, 1-17, DOI: [10.1080/14693062.2021.1990831](https://doi.org/10.1080/14693062.2021.1990831)

Young Kevin, Schwartz Michael, Banerjee Tarun, *When Capitalists Go on Strike*, 2017, on [When Capitalists Go on Strike \(jacobinmag.com\)](https://www.jacobinmag.com)

<https://www.climateforesight.eu/global-policy/carbon-budget/>

<https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/figures/relative-decoupling-of-resource-use-and-economic-growth-in-the-eu-15>